



COMMUNIQUE DE PRESSE

DELTA PLUS GROUP

15 Mai 2005 au 15 Mai 2006



▲ **Communiqués diffusés via Mailing Fax à une liste de 150 personnes, disponibles sur :**

- ▲ Notre site Internet : www.deltaplus.eu – rubrique Actualités financières.
- ▲ Le Site Internet Boursorama
- ▲ Le Site Internet de Actusnews
- ▲ Le Site Internet Euronext

08 06 2005

Emission d'Obligations à Bons de Souscription d'Actions Remboursables (OBSAR)
Souscription du 8 au 17 Juin

06 08 2005

Le Chiffre d'Affaires semestriel augmente de 5,7 % (7,2 % en volume)

05 10 2005

Résultat semestriel en forte croissance

13 10 2005

Chiffre d'Affaires sur 9 mois conforme aux attentes,
+ 6,2 % en valeur ; + 8,0 % en volume

08 12 2005

Plan de prévention contre la grippe aviaire

01 02 2006

Chiffre d'Affaires conforme aux prévisions + 8,7 % en valeur ; + 10,6 % en volume

07 03 2006

Des masques contre la grippe aviaire

17 03 2006

Croissance externe en Protection Respiratoire et Oculaire

11 04 2006

Forte croissance des résultats en 2005

Hausse de 21,9 % du CA trimestriel

19 04 2006

Investissements 2005



Emission d'Obligations à Bons de Souscription d'Actions Remboursables (OBSAR) -Souscription du 8 au 17 Juin

DELTA PLUS GROUP effectue pour un montant de 7 M€ une émission d'Obligations à Bons de souscription d'Actions Remboursables.

Cette opération répond à deux objectifs :

- Pérenniser dans un premier temps une dette financière d'un tel montant, permettant de financer une hausse de BFR liée à la croissance prévisible de l'activité du groupe sur les prochaines années,
- Renforcer à terme les Fonds Propres du groupe, afin de rééquilibrer le ratio d'endettement, et d'être ainsi en mesure de faire face à un développement ultérieur.

En pratique, la souscription de ces OBSAR sera ouverte aux actionnaires du groupe du 8 au 17 juin 2005, et l'opération sera totalement close le 4 juillet 2005, avec l'assurance pour DELTA PLUS GROUP, compte tenu des engagements des banques partenaires ainsi que du principal actionnaire JBP, d'une réalisation intégrale de l'opération, et donc d'un apport immédiat de trésorerie à hauteur de 7 M€.

Techniquement, 49 actions détenues donnent droit à la souscription d'une OBSAR, éventuellement suivie d'une cession des 10 BSAR attachés, ou à l'acquisition directe de 10 BSAR, via la cession des DPS y afférant.

Pendant 5 ans, les BSAR permettront à leurs détenteurs de déclencher à tout moment une augmentation de capital, par l'exercice de cette option d'achat d'action à 23 €.

Cette augmentation de capital pourra également avoir lieu à l'initiative de DELTA PLUS GROUP, sous condition d'une valeur de l'action durablement supérieure à 35 € (clause dite de « forçage »). Elle s'accompagnera du remboursement des obligations.

Après cette augmentation de capital, le nombre d'actions sera porté de 1 503 760 à 1 810 630.

Le prospectus relatif à cette opération, visé par l'AMF, est intégralement disponible sur le site du groupe (www.deltaplus.fr).

Delta Plus Group conçoit, normalise, fabrique ou fait fabriquer et distribue en Europe une gamme complète d'Equipements de Protection Individuelle (EPI). Delta Plus Group est cotée à l'Eurolist® de la Bourse de Paris (code FR0004152502).

VOS CONTACTS : (04 90 74 20 33)

Jacques BENOIT
Président Directeur Général

François-Xavier JEUFFROY
Directeur Financier



Le Chiffre d'Affaires semestriel augmente de 5,7 % (7,2 % en volume)

Le développement du groupe subit un ralentissement au deuxième trimestre, entraînant une hausse de l'activité limitée à 5,7 % (7,2 % en volume) sur six mois.

< En MEuros >		2004 1er sem.	2005 1er sem.	Evolution
CA France		22,0	21,5	-2,3%
CA international		27,1	30,4	12,2%
Chiffre d'affaires total		49,1	51,9	5,7%

Comme prévu, l'impact négatif de la baisse des prix s'estompe peu à peu sur l'année, mais s'élève cependant encore à – 1,5 % en cumul au 30 juin.

Hors cet effet, la progression en volume de l'activité du groupe s'établit donc à 7,2 % sur le semestre, en deçà des prévisions initiales de 10 %.

Ce retard est essentiellement imputable à la part italienne, qui subit directement les difficultés rencontrées par l'économie transalpine, alors qu'elle devait constituer l'un des principaux moteurs de la croissance du groupe.

Sur la France, l'activité s'est vue freinée par des difficultés d'approvisionnement durant le semestre, liées à une moindre disponibilité des transports entre Asie et Europe du fait de la disparition des quotas chinois au 1^{er} janvier, et également dues à une insuffisante montée en puissance de la production de certaines nouvelles gammes de produits chez les fournisseurs asiatiques du groupe. Ces deux phénomènes ne devraient pas avoir d'incidence sur l'activité du second semestre.

Les autres pays affichent des niveaux d'activité conformes aux prévisions, à l'exception de la Belgique où les efforts consentis tardent à porter leurs fruits. La Grèce, la Pologne, la Hongrie, les pays baltes, la Scandinavie, ainsi que le Portugal et l'Espagne restent les principales sources du développement du groupe en Europe, tandis que l'export hors Union Européenne progresse de plus de 30 %.

Les implantations les plus récentes – Royaume Uni, Roumanie, République Tchèque – continuent leur déploiement, sans avoir encore atteint leur point mort.

Sous l'hypothèse d'un rétablissement progressif de l'économie italienne, la prévision de hausse annuelle de Chiffre d'Affaires est maintenue à + 10 %, soit un CA d'environ 114 millions d'euros, compte tenu des perspectives positives enregistrées notamment en France.

Delta Plus Group conçoit, normalise, fabrique ou fait fabriquer et distribue en Europe une gamme complète d'Equipements de Protection Individuelle (EPI). Delta Plus Group est cotée à l'Eurolist® de la Bourse de Paris (code FR0004152502).

VOS CONTACTS : (04 90 74 20 33)

Jacques BENOIT
Président Directeur Général

François-Xavier JEUFFROY
Directeur Financier



RESULTAT SEMESTRIEL EN FORTE CROISSANCE

En millions d'Euros

	30/06/2004	30/06/2005 *	Variation
	IFRS	IFRS	
Chiffre d'Affaires	49,095	51,910	+5,7%
Résultat opérationnel courant	3,127	3,729	+19,3%
ROC / CA	6,4%	7,2%	
Résultat net consolidé	1,352	2,642	+95,4%
Résultat net part groupe	1,222	2,570	+110,3%
En Euro / action	0,81	1,71	+110,3%
Capitaux propres	17,078	22,180	+29,9%
Endettement net (**)	19,887	17,402	-12,5%
Capitaux investis	36,965	39,582	+7,1%
Cap. Inv. / CA	75,3%	76,3%	+1,3%

* Comptes non audités

** Hors mobilisations et cessions de créances

Historiquement, l'activité du Groupe DELTA PLUS est principalement localisée sur le second semestre.

Résultat du premier semestre

Le Chiffre d'Affaires progresse de 5,7 %, pour des volumes en croissance de 7,2 %.

Le Résultat Opérationnel Courant augmente fortement de 19,3 %, reflétant le développement de nombreuses activités au-delà de leurs points morts respectifs. Par ailleurs, les investissements du groupe sur de nouveaux secteurs ou de nouvelles gammes ont été relativement limités sur la période. Enfin, DELTA PLUS a bénéficié sur ces six mois de parités particulièrement favorables, le dollar se négociant en début de période à moins de 0,75 euro.

Le Résultat Net progresse énormément, en norme IFRS, suite à la forte augmentation du cours de l'action DPL (Sri Lanka), entraînant le constat d'une plus-value potentielle de 1 million d'euros.

Le taux de Capitaux Investis est stable par rapport à l'an dernier, la baisse relative du niveau de stocks et des immobilisations se trouvant compensée par l'augmentation des créances clients et la diminution des dettes fournisseurs, liée à de moindres délais de règlement. La progression des Capitaux Propres permet une diminution de – 12,5 % de l'Endettement net au 30 juin.

Perspectives annuelles

La prévision de hausse des volumes annuels se confirme à + 10 %. En revanche, le constat d'une nouvelle baisse des prix sur les derniers mois conduisent à un impact cumulé d'environ – 2 % en fin d'année, alors qu'une stabilité des prix était attendue, soit une hausse du Chiffre d'Affaires limitée à + 8 %, à 112 millions d'euros environ.

Le taux de marge opérationnelle devrait être supérieur à celui de l'exercice précédent (soit 8,0 % en norme IFRS).

Compte tenu de ces évolutions, et dans l'hypothèse du maintien de la valeur des titres DPL, le résultat net augmentera significativement sur l'exercice.

Delta Plus Group conçoit, normalise, fabrique ou fait fabriquer et distribue en Europe une gamme complète d'Equipements de Protection Individuelle (EPI). Delta Plus Group est cotée à l'Eurolist® de la Bourse de Paris (code FR0004152502).

VOS CONTACTS : (04 90 74 20 33)

Jacques BENOIT
Président Directeur Général

François-Xavier JEUFFROY
Directeur Financier



Chiffre d'Affaires sur 9 mois conforme aux attentes, + 6,2 % en valeur ; + 8,0 % en volume

La croissance des volumes repart à la hausse, à 8 % en cumul, contre 7,2 % sur le premier semestre, soit une performance de près de 10 % sur le dernier trimestre.

L'impact négatif cumulé de l'évolution des prix de vente s'élève à – 1,8 %, versus – 1,5 % à fin juin.

< En MEuros >

	2004 9 mois	2005 9 mois	Evolution
CA France	31,7	31,5	-0,6%
CA international	41,0	45,7	11,5%
Chiffre d'affaires total	72,7	77,2	6,2%

Comme annoncé dans le dernier communiqué, l'effet prix négatif s'accroît de nouveau malgré les hausses de matières premières, et atteint – 1,8 % sur 9 mois.

A + 8 %, les volumes rattrapent petit à petit leur retard sur les prévisions de croissance annuelle de + 10 %.

Après son recul du premier semestre, l'activité française se rapproche de son niveau de l'an dernier, à – 0,6 %, les volumes cumulés à fin septembre terminant en légère hausse (+ 1,2 %).

Le dernier trimestre devrait permettre d'aboutir à une évolution annuelle positive du Chiffre d'Affaires en France.

A l'étranger, la Hongrie, la Grèce et la Pologne représentent les plus fortes progressions d'activité, ainsi que les ventes hors filiales (pays scandinaves, pays baltes, Europe de l'est et ex-URSS, Afrique, Moyen Orient).

Les activités en phase de lancement, Royaume Uni, Allemagne, Roumanie et République Tchèque, n'atteignent qu'1,5 million d'Euros sur neuf mois, mais continuent de croître exponentiellement.

L'Italie et la Belgique restent, en cumul, en léger retrait par rapport à l'an dernier, mais ont retrouvé sur les derniers mois le chemin de la croissance.

Conformément au communiqué du 5 octobre, les volumes devraient progresser sur l'année de 10 % environ ; ce phénomène, amoindri par une baisse des prix attendue à – 2 %, aboutissant à un Chiffre d'Affaires en augmentation de + 8 %, soit environ 112 millions d'euros.

Delta Plus Group conçoit, normalise, fabrique ou fait fabriquer et distribue en Europe une gamme complète d'Equipements de Protection Individuelle (EPI). Delta Plus Group est cotée à l'Eurolist® de la Bourse de Paris (code FR0004152502).

VOS CONTACTS : (04 90 74 20 33)

Jacques BENOIT
Président Directeur Général

François-Xavier JEUFFROY
Directeur Financier



Plan de prévention contre la grippe aviaire

Le virus H5N1 de la grippe aviaire constitue à terme une possible menace pour l'homme, contre laquelle de nombreux pays dans le monde, dont la France, ont commencé à prendre des mesures préventives.

A la demande du gouvernement français, DELTA PLUS a mobilisé ses sous-traitants fabricants de masques respiratoires (FFP2), pour répondre le plus rapidement possible aux besoins en ce domaine. Pour le moment, une commande ferme de 41 millions de masques (représentant plus de 10 millions d'euros) a été enregistrée, dont les livraisons vont commencer en décembre 2005 et s'échelonnent sur le premier semestre 2006.

Par ailleurs, DELTA PLUS renforce ses capacités d'approvisionnement sur d'autres produits, entrant également dans le cadre de ce plan de prévention, dans le but de répondre à la demande internationale.

Celle-ci, aujourd'hui marginale, devrait croître significativement d'ici le second semestre 2006.

Delta Plus Group conçoit, normalise, fabrique ou fait fabriquer et distribue en Europe une gamme complète d'Equipements de Protection Individuelle (EPI). Delta Plus Group est cotée à l'Eurolist® de la Bourse de Paris (code FR0004152502).

VOS CONTACTS : (04 90 74 20 33)

Jacques BENOIT
Président Directeur Général

François-Xavier JEUFFROY
Directeur Financier



Chiffre d'Affaires conforme aux prévisions + 8,7 % en valeur ; + 10,6 % en volume

Le dernier trimestre vient confirmer les prévisions révisées début octobre. L'objectif annuel de + 10 % en volume est dépassé à + 10,6 %. L'impact de la baisse des prix de vente s'établit à - 1,9 %.

< En Millions d'Euros >	2004	2005	Evolution
France	44,5	44,9	0,9%
International	59,0	67,6	14,6%
Chiffre d'affaires total	103,5	112,5	8,7%

L'effet prix négatif se stabilise en fin d'année, aboutissant à un impact de - 1,9 % contre - 1,8 % à fin septembre.

Après son recul du premier semestre, le chiffre d'affaires en France finit l'année en hausse de + 0,9 %, soit + 2,8 % en volume.

La Belgique reste sur la tendance positive enregistrée depuis six mois, pour terminer en progression versus 2004. La Hongrie, la Pologne et la Grèce affichent des évolutions supérieures à 30 %, ainsi que la zone européenne hors filiales (Allemagne, pays scandinaves, pays baltes,...). Les dernières implantations au Royaume Uni, en Roumanie, République tchèque, ou Slovaquie continuent leur conquête de parts de marché.

Malgré la contre-performance de l'activité italienne, qui confirme son recul par rapport à l'an dernier, le chiffre d'affaires hors France augmente donc de + 14,6 %, et représente maintenant 60 % de l'activité du groupe.

Perspectives

Compte tenu de la commande de plus de 10 millions d'euros enregistrée dans le cadre du plan de prévention contre la grippe aviaire, le Chiffre d'Affaires 2006 devrait bénéficier d'une progression de l'ordre de 20 %.

Delta Plus Group conçoit, normalise, fabrique ou fait fabriquer et distribue en Europe une gamme complète d'Equipements de Protection Individuelle (EPI). Delta Plus Group est cotée à l'Eurolist® de la Bourse de Paris (code FR0004152502).

VOS CONTACTS : (04 90 74 20 33)

Jacques BENOIT
Président Directeur Général

François-Xavier JEUFFROY
Directeur Financier



Des masques contre la grippe aviaire

Suite à l'article paru dans le Parisien du 7 mars dans lequel il est nommément cité, le groupe DELTA PLUS souhaite apporter les précisions suivantes.

En premier lieu, il semble important de souligner que le container actuellement bloqué en douane depuis septembre 2005, et dont le sort n'est pas tranché depuis près de six mois malgré sa conformité aux normes européennes, représente 400 000 masques. Cette quantité est à mettre en regard des 41 millions d'unités commandées par le gouvernement auprès de DELTA PLUS, sur lesquelles plus de 13 millions (soit plus de 33 containers) ont déjà été livrées, conformes à la norme européenne ainsi qu'aux spécificités françaises.

En terme de risque, il faut noter que l'Union Européenne a défini une norme, applicable *a priori* dans chaque pays de l'Union, garantissant à l'utilisateur un certain degré de protection contre divers risques. De son côté, la France a mis au point de nouveaux tests, non encore adoptés au niveau européen, et qui visent à renforcer la protection apportée par ces masques « en matière de filtration des particules », c'est-à-dire en particulier contre les risques liés à l'amiante. Ces nouveaux tests, que l'Etat français impose de respecter sur son territoire en vertu du principe de précaution, ont été développés avant l'apparition du risque de pandémie de grippe aviaire et ne lui sont pas liés.

DELTA PLUS, acteur européen de l'Equipelement de Protection Individuelle, qui a fait de la protection de l'individu sa raison d'être, réalise la majeure partie de son activité en Europe hors de France, et teste et normalise chacun de ses produits avant toute mise sur le marché. Les masques ici mis en cause répondent donc aux exigences de la directive européenne et ont été certifiés par un laboratoire agréé, ce qui leur confère une capacité de libre circulation en Europe. Lorsque le gouvernement français l'a sollicité dans le cadre de son plan de prévention contre la grippe aviaire, et pour faire face à l'urgence mise en avant par le Ministère de la Santé, DELTA PLUS a immédiatement répondu présent, faisant ainsi entrer sur le territoire national des masques suffisamment performants pour protéger des Allemands, des Espagnols ou des Italiens, mais pas des Français ! Les spécificités françaises ont dans le même temps été rapidement intégrées au niveau du process de production, et depuis, toutes les fabrications de masques intègrent cette contrainte complémentaire propre à la France.

Enfin, il faut signaler que, concernant la protection respiratoire contre la grippe aviaire, suivant les pays et les experts, des théories parfois contradictoires s'affrontent ; certains pays pensent que la norme FFP1*, plus légère, est suffisante, d'autres comme l'Autriche, exigent des masques FFP3* plus protecteurs. La France elle-même, en-dehors de sa commande de 200 millions de masques FFP2* intégrant les spécificités françaises, a commandé 450 millions de masques « type chirurgical » ne répondant à aucune norme officielle d'EPI (Equipements de Protection Individuelle).

Aujourd'hui, 400 000 masques, conformes aux normes européennes et utilisables à ce titre dans n'importe quel pays de l'Union excepté la France, et dans la plupart des pays du monde, sont effectivement bloqués depuis près de six mois par les Douanes françaises, qui proposent de les détruire.

* La norme EN149-2001 définit trois classes d'équipement FFP1, FFP2, FFP3 correspondant aux différents degrés de filtration du masque.

Delta Plus Group conçoit, normalise, fabrique ou fait fabriquer et distribue en Europe une gamme complète d'Equipements de Protection Individuelle (EPI). Delta Plus Group est cotée à l'Eurolist® de la Bourse de Paris (code FR0004152502).

VOS CONTACTS : (04 90 74 20 33)

Jacques BENOIT
Président Directeur Général

François-Xavier JEUFFROY
Directeur Financier



Croissance externe en Protection Respiratoire et Oculaire

Le groupe DELTA PLUS propose à ses clients, en Europe, une gamme complète d'Equipements de Protection Individuelle (EPI), permettant à l'utilisateur de se prémunir contre toute atteinte à son intégrité physique, des pieds à la tête.

Sur ce marché, DELTA PLUS est historiquement fort dans les segments de Protection de la Main et du Corps. Depuis près de dix ans, il s'engage massivement afin de compléter son offre sur le segment de la chaussure de sécurité, où il est maintenant devenu un acteur incontournable.

Le dernier segment majeur, la Protection de la Tête, restait le plus difficile à investir, compte tenu de la complexité technique de ces produits, qui protègent le crâne, les yeux, l'ouïe ou le système respiratoire.

Afin d'enrichir sa gamme, le groupe DELTA PLUS a acquis le 16 mars 2006 la société espagnole NUEVA SIBOL, qui fabrique et vend des articles de Protection de la Tête – Protection Respiratoire et Oculaire en particulier – sur le territoire espagnol, et dont le Chiffre d'Affaires s'élève à environ 3 millions d'euros.

L'intégration de ce savoir-faire permettra au groupe de développer rapidement sa propre gamme d'articles de Protection de la Tête, en complément de ses autres gammes, tandis que NUEVA SIBOL poursuivra le développement de son activité avec des produits à haute technicité sous sa propre marque.

Cette acquisition offre par ailleurs à DELTA PLUS le contrôle d'une unité de production de masques FFP2 – commandés en masse dans le cadre de la prévention contre la grippe aviaire -, localisée au pays basque espagnol.

Delta Plus Group conçoit, normalise, fabrique ou fait fabriquer et distribue en Europe une gamme complète d'Equipements de Protection Individuelle (EPI). Delta Plus Group est cotée à l'Eurolist® de la Bourse de Paris (code FR0004152502).

VOS CONTACTS : (04 90 74 20 33)

Jacques BENOIT
Président Directeur Général

François-Xavier JEUFFROY
Directeur Financier



FORTE CROISSANCE DES RESULTATS EN 2005

En millions d'Euros

	2004 IFRS	2005 IFRS *	Variation
Chiffre d'Affaires	103,49	112,51	+8,7%
Résultat Opérationnel Courant	8,30	9,46	+14,1%
Marge opérationnelle	8,0%	8,4%	+4,9%
Résultat opérationnel non courant	0,13	0,63	+400,0%
Résultat net consolidé	3,67	5,00	+36,1%
Résultat net part groupe	3,43	4,75	+38,4%
Résultat net par action	2,28	3,16	+38,4%
Résultat net par action ap. exercice des BSA	2,28	2,63	+15,0%
Capitaux permanents	20,97	25,62	+22,2%
Endettement net (**)	17,61	23,54	+33,7%
Ratio d'endettement	84,0%	91,9%	+9,4%

(* Comptes non audités ** Hors mobilisations de créances)

Exercice 2005

La croissance en volume (+ 10,6 %) est partiellement compensée par une baisse des prix de – 1,9%, contre – 4% l'an dernier, aboutissant à une progression du Chiffre d'Affaires de + 8,7 %.

Le Groupe a continué en 2005 à déployer sa stratégie, par l'ouverture de nouveaux marchés (République tchèque, Slovaquie, Roumanie), et par la mise en œuvre de son nouveau modèle logistique (lancement de la plateforme chinoise, et construction d'une autre plateforme en Inde). Ces chantiers, qui viendront conforter la position du groupe à l'avenir, pèsent conjoncturellement sur le BFR, ainsi que, de façon marginale, sur la rentabilité.

En revanche, les précédents investissements en Pologne, en Grèce, en Hongrie ou en Inde voient leur profitabilité augmenter, permettant à la **marge opérationnelle d'augmenter de 0,4 point** sur l'exercice.

Le résultat opérationnel non courant se rapporte principalement au constat d'une plus-value potentielle de près de 0,9 M€ sur les titres DPL (Sri Lanka) dont environ 7 % du capital est détenu par DELTA PLUS GROUP.

Le Résultat net Part du groupe aboutit à 4,75 M€, soit une hausse de 38.4 %.

Dividendes

Il sera proposé à la prochaine Assemblée Générale de verser **un dividende net de 0,60 €** au titre de l'exercice 2005, soit une augmentation de 20 %.

Perspectives 2006

Le Chiffre d'Affaires 2006 devrait dépasser 140 M€. Cette progression exceptionnelle a trois origines :

- un développement organique d'environ 10 %, tiré par l'Espagne et les nouveaux marchés,
- une croissance externe représentant plus de 4 M€,
- d'importants marchés d'équipements de Protection Respiratoire, liés au risque de pandémie de grippe aviaire.

Cette croissance de l'activité devrait s'accompagner d'une **nouvelle amélioration de la marge opérationnelle**, entraînant une augmentation significative du Résultat Net.

Delta Plus Group conçoit, normalise, fabrique ou fait fabriquer et distribue en Europe une gamme complète d'Equipements de Protection Individuelle (EPI). Delta Plus Group est cotée à l'Eurolist® de la Bourse de Paris (code FR0004152502).

VOS CONTACTS : (04 90 74 20 33)

Jacques BENOIT
Président Directeur Général

François-Xavier JEUFFROY
Directeur Financier



Hausse de 21,9 % du CA trimestriel

< En MEuros >

	2005 1er Trim.	2006 1er Trim.	Evolution
CA France	11,8	14,3	21,6%
CA international	15,2	18,5	22,1%
Chiffre d'affaires total	26,9	32,8	21,9%

Sur la **France**, plus des trois quarts de la progression proviennent du marché public de masques respiratoires lié au risque de grippe aviaire. Hors cet impact, le Chiffre d'Affaires national augmente de 2,9 %.

A l'**international**, la croissance de 22,1 % est liée à plusieurs facteurs, relativement équilibrés : ouvertures de nouveaux marchés (République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Royaume Uni, Chine), développement des filiales de taille moyenne (Pologne, Grèce, Belgique, Hongrie, Portugal), et progression de 10 % des activités les plus matures (Italie et Espagne).

Sur l'exercice 2006, le **développement organique** devrait atteindre 10 %, et la **croissance externe** (Nueva Sibol en Espagne à compter du 1^{er} avril, et consolidation de la filiale chinoise) apporter près de 4 % de croissance.

Ajoutés aux différents **marchés ponctuels liés au risque de grippe aviaire**, ces éléments aboutissent à un Chiffre d'Affaires attendu en 2006 de **plus de 140 millions d'euros, soit environ + 25 %**.

Delta Plus Group conçoit, normalise, fabrique ou fait fabriquer et distribue en Europe une gamme complète d'Equipements de Protection Individuelle (EPI). Delta Plus Group est cotée à l'Eurolist® de la Bourse de Paris (code FR0004152502).

VOS CONTACTS : (04 90 74 20 33)

Jacques BENOIT
Président Directeur Général

François-Xavier JEUFFROY
Directeur Financier



Investissements 2005

Sur l'exercice 2005, les investissements en immobilisations corporelles et incorporelles du groupe DELTA PLUS s'élèvent à 2 095 k€.

Ces investissements se rapportent pour l'essentiel à la montée en puissance des unités de production de chaussure en Inde (780 k€), ainsi qu'au déploiement des entrepôts chinois et indiens (550 k€), le solde étant constitué d'investissements industriels (moules), informatiques (développement de logiciels) ou d'aménagements de bureaux.

Dans le cadre du programme d'émission d'OBSAR réalisé en juin 2005, l'attention des détenteurs d'obligations est attirée sur le fait que ce montant d'investissements, supérieur à 1 200 k€, les autorise à demander le remboursement anticipé de leurs obligations, dans un délai de 65 jours à compter de la parution de ce communiqué.

Delta Plus Group conçoit, normalise, fabrique ou fait fabriquer et distribue en Europe une gamme complète d'Equipements de Protection Individuelle (EPI). Delta Plus Group est cotée à l'Eurolist® de la Bourse de Paris (code FR0004152502).

VOS CONTACTS : (04 90 74 20 33)

Jacques BENOIT
Président Directeur Général

François-Xavier JEUFFROY
Directeur Financier



▲ **Communiqués diffusés dans la presse :**

▲ **LA TRIBUNE**

le 08/10/05: Résultat du 1er semestre 2005
le 12/04/06: Résultats annuels 2005 « Forte croissance des résultats »
le 19/04/06: Investissements 2005
le 12/05/06: Croissance externe
le 12/05/06: Avis de réunion et de convocation
le 05/06/06: Investissements 2005 (insertion idem 19/04/2006)

▲ **INVESTIR**

le 08/10/05: Résultat du 1er semestre 2005
le 15/04/06: Résultats annuels 2005



RESULTAT SEMESTRIEL EN FORTE CROISSANCE

En millions d'Euros	30/06/2004 (IFRS)	30/06/2005 * (IFRS)	Variation
Chiffre d'Affaires	49,095	51,910	+5,7 % ▲
Résultat opérationnel courant	3,127	3,729	+19,3 % ▲
ROC / CA	6,4 %	7,2 %	
Résultat net consolidé	1,352	2,642	+95,4 %
Résultat net part groupe	1,222	2,570	+110,3 % ▲
En Euro / action	0,81	1,71	+110,3 %
Capitaux propres	17,078	22,180	+29,9 %
Endettement net (**)	19,887	17,402	-12,5 %
Capitaux investis	36,965	39,582	+7,1 %
Cap. Inv. / CA	75,3 %	76,3 %	+1,3 %

* Comptes non audités. ** Hors mobilisations et cessions de créances.

Historiquement, l'activité du Groupe DELTA PLUS est principalement localisée sur le second semestre.

Résultat du premier semestre

Le Chiffre d'Affaires progresse de 5,7 %, pour des volumes en croissance de 7,2 %.

Le Résultat Opérationnel Courant augmente fortement de 19,3 %, reflétant le développement de nombreuses activités au-delà de leurs points morts respectifs. Par ailleurs, les investissements du groupe sur de nouveaux secteurs ou de nouvelles gammes ont été relativement limités sur la période.

Enfin, DELTA PLUS a bénéficié sur ces six mois de parités particulièrement favorables, le dollar se négociant en début de période à moins de 0,75 euro.

Le Résultat Net progresse énormément, en norme IFRS, suite à la forte augmentation du cours de l'action DPL (Sri Lanka), entraînant le constat d'une plus value potentielle de 1 million d'euros.

Le taux de Capitaux Investis est stable par rapport à l'an dernier, la baisse relative du niveau de stocks et des immobilisations se trouvant compensée par l'augmentation des créances clients et la diminution des dettes fournisseurs, liée à de moindres délais de règlement. La progression des Capitaux Propres permet une diminution de -12,5 % de l'Endettement net au 30 juin.

Perspectives annuelles

La prévision de hausse des volumes annuels se confirme à +10 %. En revanche, le constat d'une nouvelle baisse des prix sur les derniers mois conduisent à un impact cumulé d'environ -2 % en fin d'année, alors qu'une stabilité des prix était attendue, soit une hausse du Chiffre d'Affaires limitée à +8 %, à 112 millions d'euros environ.

Le taux de marge opérationnelle devrait être supérieur à celui de l'exercice précédent (soit 8,0 % en norme IFRS).

Compte tenu de ces évolutions, et dans l'hypothèse du maintien de la valeur des titres DPL, le résultat net augmentera significativement sur l'exercice.

Delta Plus Group conçoit, normalise, fabrique ou fait fabriquer et distribue en Europe une gamme complète d'Equipements de Protection Individuelle (EPI). Delta Plus Group est cotée à l'Eurolist® de la Bourse de Paris (code FR0004152502).

Vos contacts au 04 90 74 20 33

Jacques BENOIT

Président Directeur Général

François-Xavier JEUFFROY

Directeur Financier



Forte croissance des résultats 2005

En millions d'Euros	2004 IFRS	2005 IFRS *	Variation
Chiffre d'Affaires	103,49	112,51	+ 8,70 %
Résultat Opérationnel Courant	8,30	9,46	+ 14,10 %
Marge opérationnelle	8,00 %	8,40 %	+ 4,90 %
Résultat opérationnel non courant	0,13	0,63	+ 400,00 %
Résultat net consolidé	3,67	5,00	+ 36,10 %
Résultat net part groupe	3,43	4,75	+ 38,40 %
Résultat net par action	2,28	3,16	+ 38,40 %
Résultat net par action ap. exercice des BSA	2,28	2,63	+ 15,00 %
Capitaux permanents	20,97	25,62	+ 22,20 %
Endettement net (**)	17,61	23,54	+ 33,70 %
Ratio d'endettement	84,00 %	91,90 %	+ 9,40 %

(* Comptes non audités ** Hors mobilisations de créances)

Exercice 2005

La croissance en volume (+ 10,60 %) est partiellement compensée par une baisse des prix de - 1,9 %, contre - 4 % l'an dernier, aboutissant à une progression du Chiffre d'Affaires de + 8,7 %.

Le Groupe a continué en 2005 à déployer sa stratégie, par l'ouverture de nouveaux marchés (République tchèque, Slovaquie, Roumanie), et par la mise en œuvre de son nouveau modèle logistique (lancement de la plateforme chinoise, et construction d'une autre plateforme en Inde). Ces chantiers, qui viendront conforter la position du groupe à l'avenir, pèsent conjoncturellement sur le BFR, ainsi que, de façon marginale, sur la rentabilité.

En revanche, les précédents investissements en Pologne, en Grèce, en Hongrie ou en Inde voient leur rentabilité augmenter, permettant à la **marge opérationnelle d'augmenter de 0,4 point** sur l'exercice.

Le résultat opérationnel non courant se rapporte principalement au constat d'une plus-value potentielle de près de 0,9 M€ sur les titres DPL (Sri Lanka) dont environ 7 % du capital est détenu par DELTA PLUS GROUP.

Le Résultat net Part du groupe aboutit à 4,75 M€, soit une hausse de 38,4 %.

Dividendes

Il sera proposé à la prochaine Assemblée Générale de verser **un dividende net de 0,60 €** au titre de l'exercice 2005, soit une augmentation de 20 %.

Perspectives 2006

Le Chiffre d'Affaires 2006 devrait dépasser 140 M€.

Cette progression exceptionnelle a trois origines :

- un développement organique d'environ 10 %, tiré par l'Espagne et les nouveaux marchés,
- une croissance externe représentant plus de 4 M€,
- d'importants marchés d'équipements de Protection Respiratoire, liés au risque de pandémie de grippe aviaire.

Cette croissance de l'activité devrait s'accompagner d'une **nouvelle amélioration de la marge opérationnelle**, entraînant une augmentation significative du Résultat Net.

Delta Plus Group conçoit, normalise, fabrique ou fait fabriquer et distribue en Europe une gamme complète d'Équipements de Protection Individuelle (EPI). Delta Plus Group est cotée à l'Eurolist® de la Bourse de Paris (code FR0004152502).

Vos contacts au 04 90 74 20 33

Jacques BENOIT
Président Directeur Général

François-Xavier JEUFFROY
Directeur Financier



Investissements 2005

Sur l'exercice 2005, les investissements en immobilisations corporelles et incorporelles du groupe DELTA PLUS s'élèvent à 2 095 k€.

Ces investissements se rapportent pour l'essentiel à la montée en puissance des unités de production de chaussure en Inde (780 k€), ainsi qu'au déploiement des entrepôts chinois et indiens (550 k€), le solde étant constitué d'investissements industriels (moules), informatiques (développement de logiciels) ou d'aménagements de bureaux.

Dans le cadre du programme d'émission d'OBSAR réalisé en juin 2005, l'attention des détenteurs d'obligations est attirée sur le fait que ce montant d'investissements, supérieur à 1 200 k€, les autorise à demander le remboursement anticipé de leurs obligations, dans un délai de 65 jours à compter de la parution de ce communiqué.

Delta Plus Group conçoit, normalise, fabrique ou fait fabriquer et distribue en Europe une gamme complète d'Equipements de Protection Individuelle (EPI). Delta Plus Group est cotée à l'Eurolist® de la Bourse de Paris (code FR0004152502).

Vos contacts au 04 90 74 20 33

Jacques BENOIT
Président Directeur Général
François-Xavier JEUFFROY
Directeur Financier



Croissance externe en Protection Respiratoire et Oculaire

Le groupe DELTA PLUS propose à ses clients, en Europe, une gamme complète d'Equipements de Protection Individuelle (EPI), permettant à l'utilisateur de se prémunir contre toute atteinte à son intégrité physique, des pieds à la tête.

Sur ce marché, DELTA PLUS est historiquement fort dans les segments de Protection de la Main et du Corps. Depuis près de dix ans, il s'engage massivement afin de compléter son offre sur le segment de la chaussure de sécurité, où il est maintenant devenu un acteur incontournable.

Le dernier segment majeur, la Protection de la Tête, restait le plus difficile à investir, compte tenu de la complexité technique de ces produits, qui protègent le crâne, les yeux, l'ouïe ou le système respiratoire.

Afin d'enrichir sa gamme, le groupe DELTA PLUS a acquis le 16 mars 2006 la société espagnole NUEVA SIBOL, qui fabrique et vend des articles de Protection de la Tête – Protection Respiratoire et Oculaire en particulier – sur le territoire espagnol. L'intégration de ce savoir-faire permettra au groupe de développer rapidement sa propre gamme d'articles de Protection de la Tête, en complément de ses autres gammes, tandis que NUEVA SIBOL poursuivra le développement de son activité avec des produits à haute technicité sous sa propre marque.

Cette acquisition offre par ailleurs à DELTA PLUS le contrôle d'une unité de production de masques FFP2 – commandés en masse dans le cadre de la prévention contre la grippe aviaire, localisée au pays basque espagnol.

Delta Plus Group conçoit, normalise, fabrique ou fait fabriquer et distribue en Europe une gamme complète d'Equipements de Protection Individuelle (EPI). Delta Plus Group est cotée à l'Eurolist® de la Bourse de Paris (code FR0004152502).

Vos contacts au 04 90 74 20 33

Jacques BENOIT
Président Directeur Général

Les états financiers simplifiés pro-forma de la société achetée s'établissent comme suit :

Compte de résultat (k€)	2005	2004
Chiffre d'affaires	3 116	2 922
Résultat opérationnel	587	452
Résultat financier	- 47	- 53
Résultat net	351	259

Bilan (k€)	2005	2004
Actif		
Immobilisations	611	492
Stock	760	245
Clients et autres créances	1 095	966
Disponibilités	125	173
Total	2 591	1 876

Passif		
Situation nette	996	487
Dettes financières	642	823
Fournisseurs	392	414
Autres	561	152
Total	2 591	1 876

Dans le cadre du programme d'émission d'OBSAR réalisé en juin 2005, l'attention des détenteurs d'obligations est attirée sur le fait que cette acquisition les autorise à demander le remboursement anticipé de leurs obligations, dans un délai de 65 jours à compter de la parution de ce communiqué.

François-Xavier JEUFFROY
Directeur Financier



▲ **Informations disponibles au BALO :**

- ▲ parution légale du 10 08 2005 : chiffre d'affaires 1^{er} janvier au 30 juin 2005
- ▲ parution légale du 12 08 2005 : approbation des projets de comptes 2004
- ▲ parution légale du 18 11 2005 : chiffre d'affaires 1^{er} janvier au 30 septembre 2005
- ▲ parution légale du 28 11 2005 : arrêté des comptes semestriels 2005 suite au CA du 4/10/05
- ▲ parution légale du 20 02 2006 : chiffre d'affaires 1^{er} janvier au 31 décembre 2005
- ▲ parution légale du 09 06 2006 : chiffre d'affaires 1^{er} janvier au 31 mars 2006
- ▲ parution légale du 16 06 2006 : publication des comptes annuels 2005

DELTA PLUS GROUP

Société anonyme au capital de 3 007 520 €.
Siège social : Lieudit La Peyrolière, Apt (Vaucluse).
334 631 868 R.C.S. Avignon.

Publication du chiffre d'affaires trimestriel.**Chiffres d'affaires comparés.**

(Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2005.)

	30/06/04	30/06/05	Variation
Société-mère (en K€) :			
Premier trimestre	265	218	- 17,7 %
Deuxième trimestre	208	240	15,4 %
Total	473	458	- 3,2 %
Groupe consolidé (en M€) :			
Premier trimestre	24,6	26,9	9,3 %
Deuxième trimestre	24,5	25,0	2,0 %
Total	49,1	51,9	5,7 %

95619

DEXIA CLF BANQUE

Société anonyme au capital de 7 625 000 €.
Siège social : 7-11, quai André Citroën, BP 546, 75725 Paris Cedex 15.
401 106 786 R.C.S. Paris.

Situation au 30 juin 2005.
(En milliers d'euros.)

Actif	Montant
Caisses, banques centrales, C.C.P.	12 991
Effets publics et valeurs assimilées	0
Créances sur établissements de crédit	770 838
Opérations avec la clientèle	2 189 737
Obligations et autres titres à revenu fixe	519 495
Actions et autres titres à revenu variable	409
Immobilisations incorporelles	173
Immobilisations corporelles	126
Autres actifs	871
Comptes de régularisation	6 099
Total	3 500 739

Passif	Montant
Dettes envers les établissements de crédit	2 959 522
Opérations avec la clientèle	515 521
Autres passifs	2 571
Comptes de régularisation	10 697
Provisions pour risques et charges	398
Capitaux propres hors FRBG	12 030
Capital souscrit	7 625
Réserves	4 314
Provisions réglementées et subventions d'investissement	6
Report à nouveau	85
Total	3 500 739

Hors bilan	Montant
Engagements donnés :	
Engagement de financement	5 967 501
Engagements de garantie	444 127
Engagements sur titres	12 323

Hors bilan	Montant
Engagements reçus :	
Engagement de financement	350 000
Engagement de garantie	8 616 533
Engagements sur titres	12 227

95412

DIGIGRAM

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 4 200 000 €.

Siège social : Parc technologique de Pré Milliet, 38330 Montbonnot-Saint-Martin.

332 525 401 R.C.S. Grenoble.

Les comptes sociaux et consolidés au 31 décembre 2004, tels que publiés au *Bulletin des Annonces légales obligatoires* du 2 mai 2005, pages 11061 à 11073, et certifiés par les commissaires aux comptes, ont été approuvés sans modification par l'assemblée générale mixte du 30 juin 2005.

95558

DIGIGRAM

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 4 200 000 €.

Siège social : Parc technologique de Pré Milliet, 38330 Montbonnot-Saint-Martin.

332 525 401 R.C.S. Grenoble.

Chiffre d'affaires comparé (hors taxes).
(En milliers d'euros.)

	2005	2004	Variation 2004/2005 en %
1°) Société-mère :			
Premier trimestre	1 656	2 022	- 18 %
Deuxième trimestre	1 822	2 528	- 28 %
Total premier semestre	3 478	4 550	- 24 %
2°) Comptes consolidés :			
Premier trimestre	2 502	3 431	- 27 %
Deuxième trimestre	2 809	4 199	- 33 %
Total premier semestre	5 311	7 630	- 30 %

95559

CHRISTIAN DIOR S.A.

Société anonyme au capital de 363 454 096 €.

Siège social : 30, avenue Montaigne, 75008 Paris.

582 110 987 R.C.S. Paris.

Exercice social : du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Chiffre d'affaires consolidé.
(En millions d'euros.)

	2005	2004 (1)	2004 Publié
Premier trimestre :			
Christian Dior Couture	146	136	136
Vins et spiritueux	513	430	437
Mode et maroquinerie	1 136	1 067	1 065
Parfums et cosmétiques	507	475	473
Montres et joaillerie	122	112	112
Distribution sélective	823	730	756

DALET S.A.

Société anonyme au capital de 3 339 977,20 €.
Siège social : 55, rue Raspail, 92300 Levallois-Perret.
378 017 016 R.C.S. Nanterre.

I. — Les comptes annuels et les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2004, publiés en projet au *Bulletin des Annonces légales obligatoires* du 22 avril 2005 n° 86 336, ont été approuvés sans modification par l'assemblée générale mixte du 30 juin 2005.

II. — Affectation des résultats.

Le projet d'affectation du résultat publié dans le même bulletin a été approuvé sans modification par l'assemblée générale mixte du 30 juin 2005.

III. — Attestation des commissaires aux comptes relative aux comptes annuels et aux comptes consolidés clos le 31 décembre 2004 et certifiés par eux (extraits).

A. Opinion sur les comptes annuels. — « [...] Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice. »

B. Opinion sur les comptes consolidés. — « Nous certifions que les comptes consolidés, sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation. »

Le 15 juin 2004.

Les commissaires aux comptes :

Deloitte & Associés ; Ernst & Young Audit ;
JEAN-LUC BERREBI ; ANY ANTOLA.

95679

DELMAS

(Capital détenu à 100 % par Bolloré.)

Société par actions simplifiée au capital de 15 000 000 €.
Siège social : 1, quai Colbert, 76600 Le Havre.
582 006 193 R.C.S. Le Havre.

Les comptes annuels au 31 décembre 2004, approuvés par l'assemblée générale du 30 juin 2005, ont été publiés dans le journal d'annonces légales « Ouest-France » du 5 août 2005.

95765

DELTA PLUS GROUP

Société anonyme au capital de 3 007 520 €.
Siège social : Lieudit La Peyrolière, Apt (Vaucluse).
334 631 868 R.C.S. Avignon.

A. — Approbation des projets de comptes.

Les projets de comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2004, ainsi que le projet d'affectation du résultat, toutes informations publiées au *Bulletin des Annonces légales obligatoires* en date du 27 avril 2005, ont été approuvés sans modification par l'assemblée générale de Delta Plus Group, qui s'est tenue le 17 juin 2005.

B. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2004 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Delta Plus Group, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance

raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification de nos appréciations. — En application des dispositions de l'article L. 225-235, 1^{er} alinéa du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

— Les titres de participation figurent pour une valeur nette de 15 038 479 € au bilan. La note 1 de l'Annexe expose les règles et méthodes comptables relatives notamment à la valeur d'utilité de ces titres de participation. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables, nous avons vérifié le bien fondé de l'approche retenue et nous nous sommes assurés de sa correcte application. Les appréciations que nous avons portées sur ces éléments s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit qui porte sur les comptes pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de l'opinion sans réserve exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle, et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote, vous ont été communiqués dans le rapport de gestion.

Montfavet et Avignon, le 14 avril 2005.

Les commissaires aux comptes :

JACQUES TARRIEU ; PHILIPPE VÉRAN.

C. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Delta Plus Group relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2004 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes consolidés. — Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

2. Justification de nos appréciations. — En application des dispositions de l'article L. 225-235, 2^e alinéa du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

— La note 1.5 de l'annexe aux comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation des écarts d'acquisition. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables, nous avons vérifié le caractère approprié de la méthode utilisée et nous sommes assurés de sa correcte application ;

Les appréciations que nous avons portées sur ces éléments s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit qui porte sur les comptes consolidés pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de l'opinion sans réserve exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérification spécifique. — Par ailleurs, nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Avignon, le 14 avril 2005.

Les commissaires aux comptes :

JACQUES TARRIEU ; PHILIPPE VÉRAN.

95768

DANE-ELEC MEMORY

Société anonyme au capital de 7 409 144 €.
Siège social : 149/165, avenue Gallieni, BP 33, 93170 Bagnolet.
333 087 997 R.C.S. Bobigny.
Exercice social : du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Chiffre d'affaires consolidé (hors taxes).
(En millions d'euros.)

	2004	2005	Variation (en %)	2004	2005	Variation (en %)
	FR			IFRS		
Premier trimestre	47,2	56,9	20,5	46,1	55,2	19,8
Deuxième trimestre	56,9	66,1	16,0	53,8	63,5	18,0
Troisième trimestre	57,5	60,2	4,5	56,0	59,2	5,7
Total au 30 septembre	161,6	183,2	13,4	155,9	177,9	14,1

IFRS : Calculé en conformité avec les normes IFRS.
FR : Calculé en conformité avec les normes françaises.

05631

DELTA PLUS GROUP

Société anonyme au capital de 3 007 520 €.
Siège social : lieudit La Peyrolière, Apt (Vaucluse).
334 631 868 R.C.S. Avignon.

Chiffres d'affaires comparés.
(Période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2005.)

	30/09/04	30/09/05	Variation
Société-mère			
(en milliers d'euros) :			
Premier trimestre	265	218	- 17,7 %
Deuxième trimestre	208	240	15,4 %
Troisième trimestre	159	209	31,4 %
Total	632	667	5,5 %
Groupe consolidé			
(en milliers d'euros) :			
Premier trimestre	24,6	26,9	9,3 %
Deuxième trimestre	24,5	25,0	2,0 %
Troisième trimestre	23,6	25,3	7,2 %
Total	72,7	77,2	6,2 %

05722

DESQUENNE ET GIRAL

Société anonyme au capital de 2 755 503 €.
Siège social : 13, rue Le Sueur, 75116 Paris.
582 058 319 R.C.S. Paris.

Chiffres d'affaires (hors taxes).
(En milliers d'euros.)

	2005 (1)	2004 hors GTIF	2004
Premier trimestre	841	598	969
Deuxième trimestre	722	482	744
Troisième trimestre	1 064	812	1 116
Quatrième trimestre		620	973
Total activité	2 627	2 512	3 802

(1) Sortie de GTIF du périmètre au 1^{er} janvier 2005.

05585

DIAGNOSTIC MEDICAL SYSTEMS (DMS)

Société anonyme au capital de 6 748 410 €.
Siège social : Parc d'activités de la Méditerranée, Lieudit Les Galines,
34470 Pérols (Hérault).
389 873 142 R.C.S. Montpellier.

Chiffres d'affaires comparés (hors taxes).
(En millions d'euros.)

	Année 2004	Année 2005
Chiffres d'affaires troisième trimestre :		
Société-mère : DMS	3,7	1,7

	Année 2004	Année 2005
Groupe DMS	5,5	4,3

05814

DYNACTION

Société anonyme au capital de 19 775 052 €.
Siège social : ZI de la Vigne aux Loups, 23, rue Bossuet, 91160 Longjumeau.
745 751 958 R.C.S. Evry.

I. — Comptes consolidés au 30 juin 2005.

Bilan consolidé au 30 juin 2005.
(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	31/12/04	30/06/05
Actifs non courants :			
Ecart d'acquisition	5	15 011	15 011
Autres immobilisations incorporelles nettes		4 547	4 192
Immobilisations corporelles nettes ..	6	122 617	115 567
Immobilisations financières		1 266	1 486
Impôts différés actifs		4 746	4 815
Autres actifs non courants		698	428
Total des actifs non courants		148 885	141 499
Actifs courants :			
Stocks	7	67 570	73 624
Clients et comptes rattachés	8	63 067	64 267
Autres créances	9	14 006	13 754
Valeurs mobilières de placement ..		4 730	5 333
Trésorerie & équivalents de trésorerie		5 528	4 038
Total des actifs courants		154 901	161 016
Actifs non courants destinés à être cédés		0	0
Total actif		303 786	302 515

Passif	Notes	31/12/04	30/06/05
Capitaux propres :			
Capital		19 775	19 775
Primes d'émission		1 013	1 013
Report à nouveau et autres réserves consolidées		24 230	33 137
Ecart de conversion		- 22	186
Résultat de l'exercice, part du groupe ..		8 909	- 2 218
Montants comptabilisés directement en capitaux propres liés aux actifs non-courants destinés à être cédés ..		0	0
Capitaux propres, part du groupe ..		53 905	51 893
Intérêts minoritaires		25 580	25 704
Capitaux propres de l'ensemble consolidé		79 485	77 597
Passifs non courants :			
Provisions pour risques et charges ..	10	11 552	11 922

31 décembre 2005 et dans les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2006 pourrait être différente des comptes joints au présent rapport.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Neuilly-sur-Seine, le 31 octobre 2005.

Les commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit : Moore Stephens SYC, SYC S.A. :
BRUNO TESNIERE ; SERGE YABLONSKY.

05792

COGERA S.A.

Société anonyme au capital de 14 512 205 €.

Siège social : 14, avenue du Pavé-Neuf, 93168 Noisy-Le-Grand Cedex.
302 491 410 R.C.S. Bobigny.

Situation au 31 mars 2005.

(En milliers d'euros.)

Actif	Montants
Créances sur les établissements de crédit	125 934
Opérations avec la clientèle	1 028 735
Immobilisations incorporelles	4
Autres actifs	218
Comptes de régularisation actif	127 297
Total de l'actif	1 282 188
Passif	Montants
Dettes envers les établissements de crédit	726 607
Opérations avec la clientèle	450 545
Autres passifs	4 174
Comptes de régularisation passif	4 995
Provisions pour risques et charges	2 374
Capital souscrit	14 512
Primes d'émission	128
Réserves	20 146
Report à nouveau	58 707
Résultat de l'exercice	0
Total du passif	1 282 188

II. — Comptes consolidés au 30 juin 2005.

Bilan consolidé au 30 juin 2005.

(En milliers d'euros.)

Actif	30/06/05	30/06/04	31/12/04
Ecart d'acquisition	4 519	4 683	4 519
Immobilisations incorporelles	848	830	761
Immobilisations corporelles	3 222	6 562	2 494
Titre mis en équivalence	889	1 589	876
Autres actifs financiers	3 567	960	2 905
Autres actifs non courants	0	0	0
Actifs d'impôts différés	1 325	1 347	1 524
Total des actifs non courants	14 370	15 970	13 079
Stocks	23 981	23 697	24 004
Clients et comptes rattachés hors groupe	15 654	13 094	14 413
Mobilisations et cessions de créances clients	18 086	17 873	25 518
Autres débiteurs	4 607	3 850	4 394
Trésorerie	3 159	2 791	2 638
Total des actifs courants	65 485	61 305	70 967
Total	79 855	77 274	84 046
Passif	30/06/05	30/06/04	31/12/04
Capital	3 008	3 008	3 008
Titres d'autocontrôle	- 468	- 1 006	- 403
Amortissements passés des Goodwill	- 2 705	- 2 563	- 2 905
Réserves – part du groupe	18 825	15 590	16 191
Résultat – part du groupe	2 570	1 222	3 433
Intérêts minoritaires	949	828	738
Total Capitaux propres	22 180	17 079	20 063

Hors bilan	Montants
Engagements donnés	1 035 505
Engagements donnés de financement	916 053
Autres engagements donnés	119 452
Engagements reçus	897 650
Engagements de garantie	897 650

06236

DELTA PLUS GROUP

Société anonyme au capital de 3 007 520 €.

Siège social : lieudit La Peyrolière, Apt (Vaucluse).

334 631 868 R.C.S. Avignon.

Le conseil d'administration qui s'est tenu le 4 octobre 2005, sous la présidence de M. Jacques Benoit, a arrêté les comptes consolidés du groupe au premier semestre 2005, clôturés au 30 juin 2005.

I. — Rapport d'activité.

Résultat du premier semestre.

Le chiffre d'affaires progresse de 5,7 %, pour des volumes en croissance de 7,2 %.

Le résultat opérationnel courant augmente fortement de 19,3 %, reflétant le développement de nombreuses activités au-delà de leurs points morts respectifs. Par ailleurs, les investissements du groupe sur de nouveaux secteurs ou de nouvelles gammes ont été relativement limités sur la période.

Enfin, Delta Plus a bénéficié sur ces six mois de parités particulièrement favorables, le dollar se négociant en début de période à moins de 0,75 €.

Le résultat net progresse énormément, en norme IFRS, suite à la forte augmentation du cours de l'action DPL (Sri Lanka), entraînant le constat d'une plus-value potentielle de 1 million d'euros.

Le taux de capitaux investis est stable par rapport à l'an dernier, la baisse relative du niveau de stocks et des immobilisations se trouvant compensée par l'augmentation des créances clients et la diminution des dettes fournisseurs, liée à de moindres délais de règlement. La progression des capitaux propres permet une diminution de - 12,5 % de l'endettement net au 30 juin.

Perspectives annuelles.

La prévision de hausse des volumes annuels se confirme à + 10 %. En revanche, le constat d'une nouvelle baisse des prix sur les derniers mois conduisent à un impact cumulé d'environ - 2 % en fin d'année, alors qu'une stabilité des prix était attendue, soit une hausse du chiffre d'affaires limitée à + 8 %, à 112 millions d'euros environ.

Le taux de marge opérationnelle devrait être supérieur à celui de l'exercice précédent (soit 8,0 % en norme IFRS).

Compte tenu de ces évolutions, et dans l'hypothèse du maintien de la valeur des titres DPL, le résultat net augmentera significativement sur l'exercice.

Passif	30/06/05	30/06/04	31/12/04
Passifs financiers non courants	1 437	2 664	1 869
Autres passifs non courants	0	0	0
Passifs d'impôts différés	0	42	111
Provisions	859	558	791
Total des passifs non courants	24 476	20 343	22 834
Fournisseurs d'exploitation et effets à payer	13 342	14 272	12 871
Dettes fiscales et sociales	4 359	3 901	4 187
Autres dettes	469	872	258
Mobilisations et cessions de créances clients	18 086	17 873	25 518
Autres passifs financiers courants	19 124	20 013	18 378
Total des passifs courants	55 378	56 931	61 212
Total	79 855	77 274	84 046

Comptes de résultat au 30 juin 2005.
(En milliers d'euros.)

	30/06/05	%/chiffre d'affaires	30/06/04	%/chiffre d'affaires	31/12/04	%/chiffre d'affaires
Chiffre d'affaires	51 910	100 %	49 095	100 %	103 489	100 %
Coût d'achat des marchandises vendues	- 30 681	- 59 %	- 30 427	- 62 %	- 61 549	- 59 %
Marge brute	21 229	41 %	18 668	38 %	41 940	41 %
Charges variables	- 4 059	- 8 %	- 3 575	- 7 %	- 7 580	- 7 %
Charges fixes	- 5 842	- 11 %	- 5 068	- 10 %	- 10 408	- 10 %
Charges de personnel	- 7 226	- 14 %	- 6 629	- 14 %	- 14 206	- 14 %
Dotation/reprise amortissements et provisions	- 409	- 1 %	- 337	- 1 %	- 1 612	- 2 %
Autres produits et charges	35	0 %	66	0 %	163	0 %
Résultat opérationnel courant	3 729	7 %	3 127	6 %	8 297	8 %
Produits et charges opérationnels non courants	998	2 %	128	0 %	125	0 %
Coûts de l'endettement financier brut	- 866	- 2 %	- 817	- 2 %	- 1 798	- 2 %
Autres éléments en financiers	157	0 %	- 269	- 1 %	- 377	0 %
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	4 018	8 %	2 170	4 %	6 247	6 %
Impôts sur le résultat	- 1 386	- 3 %	- 872	- 2 %	- 2 584	- 2 %
Résultat net des sociétés intégrées	2 632	5 %	1 298	3 %	3 663	4 %
Résultat net des sociétés mises en équivalence	10	0 %	54	0 %	11	0 %
Amortissements des GW	0		0		0	
Résultat net	2 642	5 %	1 352	3 %	3 674	4 %
Dont part du groupe	2 570	5 %	1 222	2 %	3 434	3 %
Dont part des minoritaires	72	0 %	130	0 %	240	0 %
Résultat net par action	1,71		0,81		2,28	
Résultat net dilué par action	1,71		0,81		2,28	
Pour info : Résultat avant opération sur GW	2 642		1 352		4 164	

Du fait de l'absence d'instruments dilutifs, les résultats par action et les résultats dilués par action sont égaux.

Annexes aux comptes consolidés.

1. – Règles et méthodes comptables.

1.1. Principes généraux. — Les comptes consolidés semestriels IFRS du groupe DPG ont été préparés pour la première fois en appliquant les principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2005 et décrits ci-après.

Ces comptes semestriels ont été présentés en conformité avec les dispositions de l'article 221-5 du règlement AMF qui prévoit leur établissement soit en application de la norme IAS 34, soit sous forme de comptes intermédiaires intégrant un bilan, un compte de résultat, un tableau de variation de capitaux propres, un tableau de flux de trésorerie et une annexe.

Cette dernière option ayant été retenue par le groupe, les comptes semestriels n'incluent pas toutes les informations de l'annexe exigées par le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne.

Utilisation d'estimations : Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains postes du bilan nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Il peut s'agir notamment de la valorisation de certains actifs incorporels, corporels ou financiers, de la détermination du montant de provision pour risques et charges, de dépréciation des stocks... Ces hypothèses ou estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

1.2. Méthodes de consolidation. — La méthode de consolidation est inchangée par rapport à l'exercice précédent. Les états financiers des sociétés consolidées, établis selon les règles comptables en vigueur dans leur pays respectifs sont retraités afin d'appliquer les principes comptables du groupe.

— Sont consolidées par intégration globale, sauf exception mentionnée en note 2, les sociétés que Delta Plus Group contrôle directement ou indirectement.

— Sont consolidées par mise en équivalence, les sociétés dans lesquelles Delta Plus Group détient moins de 50 % du capital et exerce une influence notable.

1.3. Conversion des états financiers des sociétés étrangères. — Les comptes des sociétés étrangères sont convertis en euros en utilisant la méthode du cours de clôture pour l'ensemble des comptes à l'exception :

— Des capitaux propres qui sont traduits selon la méthode du taux historique.

— Du compte de résultat qui est converti au cours moyen de change de la période.

1.4. Comptabilisation des opérations en devises. — Les transactions libellées en devises étrangères sont converties au cours de change en vigueur à la date de l'opération ou au taux de la couverture de change qui leur est affectée le cas échéant.

En fin d'exercice, les actif et passifs libellés en devises étrangères et non couverts sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes. Les pertes latentes éventuelles font l'objet d'une provision.

Les pertes latentes sur achats à terme de monnaies étrangères correspondant à des « Sur couvertures » sont provisionnés. Les gains latents ne font pas l'objet de traitement comptable.

1.5. Ecart d'acquisition :

— Sociétés consolidées acquises depuis l'année 1995 : L'écart de première consolidation est égal à la différence constatée lors de l'entrée d'une société dans le périmètre de consolidation entre le coût d'acquisition de ses titres et la part de la société détentrice dans ses capitaux propres. Lorsque la différence de première consolidation est identifiable, elle est imputée et traitée comme les postes auxquels elle se rattache. Les éléments d'actifs identifiés lors de la prise de contrôle sont amortis au même rythme que les immobilisations de même nature. Lorsque cette différence n'est pas ou plus ventilable, elle est portée en totalité en écart.

Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits dans un poste de provision pour risques et charges. Les reprises de provisions s'effectuent en fonction de l'évolution des risques sur les sociétés acquises.

Conformément aux normes IFRS 3 et IFRS 1 les écarts d'acquisitions ne sont plus amortis depuis le 1^{er} janvier 2004. L'arrêt des amortissements des goodwill est remplacé par des tests de dépréciations. Les amortissements antérieurs au 1^{er} janvier 2004 sont conservés.

1.6. Immobilisations corporelles et incorporelles. — Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix

d'achat et frais accessoires). Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Frais d'établissement, concessions, brevets	5 ans
Frais de recherche et de développement	5 ans
Marques, fonds commercial	NA
Logiciels	1 an ou 5 ans
Constructions	20 ans
Aménagement agencement et installations	de 5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	de 4 à 10 ans

La réforme sur la comptabilisation des actifs a eu pour répercussion des reclassements de charges à répartir en immobilisations incorporelles pour un montant de 242 600 € (IAS 38).

1.7. Participations et autres immobilisations financières :

— Titres des sociétés mises en équivalence : La valeur des titres représente la quote-part du groupe dans les capitaux propres de ces sociétés compte tenu de l'application des principes de consolidation retenus.

— Titres de participation non consolidés et autres immobilisations financières : Les titres de participation non consolidés sont volontairement classés dans la catégorie des actifs financiers en juste valeur par résultat, conformément à la norme IAS 39. Les titres de la société DPL qui est détenue à moins de 7 % par Delta Plus Group ont ainsi été réévalués de 1 095 K€ sur le premier semestre 2005. Le cours de l'action à la bourse de Colombo (Sri Lanka) est la base de cette réévaluation.

La valeur brute des autres immobilisations financières est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Une provision est constituée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur brute comptable.

1.8. Stocks. — Les stocks sont évalués au prix de revient unitaire moyen pondéré. Les provisions sont déterminées en fonction de l'évolution du prix du marché, en tenant compte de la rotation des articles et de leur obsolescence.

La marge en stock relative aux flux de marchandises entre les sociétés d'approvisionnement du groupe a été retraitée et annulée pour un montant de 660 197 €.

1.9. Créances et dettes. — Les créances et les dettes sont enregistrées à leur valeur nominale. Les risques de non-recouvrement font l'objet de provisions pour dépréciations appropriées et déterminées de manière individualisée.

Depuis le 1^{er} juin 2005, les sociétés du groupe n'ont plus recours à l'affacturage, en complément d'autres formes de mobilisation de créances.

1.10. Valeurs mobilières de placement. — Les valeurs mobilières de placement sont présentées dans la ligne disponibilités et figurent dans ce bilan à leur valeur d'acquisition. Elles sont dépréciées éventuellement en fonction de leur cours à la clôture.

1.11. Titres auto détenus. — Les actions Delta Plus Group détenues par les sociétés du groupe consolidées par intégration globale sont inscrites en diminution des capitaux propres consolidés.

La société détenait à la clôture 28 034 de ses propres actions.

La plus-value réalisée depuis l'ouverture de l'exercice a été neutralisée par le résultat, pour un montant de 6 760 €.

1.12. Charges à répartir. — Suite au changement de législation comptable concernant le traitement des charges à répartir, il n'y a plus de charges à répartir comptabilisées sur le groupe.

Les charges à étaler non amorties au 1^{er} janvier 2004 ont fait l'objet d'un reclassement soit en charges, soit en immobilisations incorporelles, soit en charges constatées d'avance.

1.13. Fiscalité différée. — Les différences temporaires répétitives entre le résultat comptable et le résultat fiscal ont fait l'objet d'un retraitement, ainsi que les déficits reportables pour lesquels il est pratiquement certain que les bénéfices futurs pourront s'imputer dans la période légale de report déficitaire.

1.14. Crédit-bail. — L'impact sur les comptes consolidés est considéré comme non significatif. En effet, le crédit-bail concerne pour l'essentiel du matériel informatique dont il n'est pas approprié de rapporter à l'actif de la société la valeur brute à l'origine des contrats. Le crédit-bail figure en détail dans la note 5.1.

1.15. Passif social. — Les engagements de retraite des sociétés du groupe ont été comptabilisés au passif du bilan consolidé pour 596 963 € (norme IAS 19).

2. – Evolution du périmètre de consolidation.

2.1. Informations relatives au périmètre de consolidation :

Sociétés consolidées	% de détention	
	Juin 2005	Décembre 2004
En intégration globale :		
Delta Plus Bénélux	100	100
Delta Plus Ceska Republica	100	
Delta Plus Croatie	70	70
Delta Plus Espagne	100	100
Delta Plus France	100	100
Delta Plus Hellas	100	100
Delta Plus India	90	
Delta Plus Magyarország	100	100
Delta Plus Polska	100	100
Delta Plus Romania	95	
Suzhou Delta Plus Pers. Prot.	91	
Magyarország	50	50
Deweer Security	100	100
Deweer Sécurité	Fusion	100
E.C.D.	100	100
Froment	100	100
Panotex	100	100
Plamas	100	100
Protimport	100	100
Safety	100	100
Semall	50	50
SFPI	100	100
Sicurex	100	100
Workstore	100	100
Delta Plus Austria	75	75
Delta Plus UK	100	100
Octoplus	100	100
Par mise en équivalence :		
Mallcom	24	24
Suzhou Delta Plus Safety	38	38

2.2. Modifications du périmètre et autres informations :

— Sociétés entrées dans le périmètre :

- Delta Plus Ceska Republica ;
- Delta Plus Romania ;
- Delta Plus India ;
- Suzhou Delta Plus Personal Protection ;

— Sociétés sorties du périmètre :

- Néant

— Variation périmètre :

- Néant

— Fusion entre filiales consolidées :

- Deeweer Security absorbe Deeweer Securite.

Réalisée sur la base des valeurs nettes comptables, la fusion est sans incidence sur les réserves et le résultat consolidé.

2.3. Filiales exclues du périmètre, malgré une participation du groupe supérieure à 10 % :

	Titres (K€)	
Delta Plus Bulgarie	2	Société inactive
BBG Antinfortunistica	26	Montants non significatifs
	28	

La consolidation de ces 2 sociétés représente un intérêt négligeable.

3. – Commentaires sur le bilan.

3.1. Etat des immobilisations :

— Valeur brute (en milliers d'euros) :

Immobilisations	En début d'exercice IFRS	Variation de périmètre	Reclassements et divers	Acquisitions	Cessions	En fin d'exercice
Fonds commercial	547		0	0	0	547
Ecart d'acquisition	7 224	0		0	0	7 224
Autres immobilisations incorporelles	1 490	6	36	198	-6	1 725
Total immobilisation incorporelle	9 261	6	36	198	-6	9 496
Terrains	28	0	0	0	0	28
Constructions	1 299	3	2	101	0	1 405
Autres immobilisations corporelles	6 646	33	-124	1 099	-75	7 578
Total immobilisations corporelles	7 973	37	-123	1 200	-75	9 011
Participations et créances	3 403	-108	1 093	16	-426	3 978

Immobilisations	En début d'exercice IFRS	Variation de périmètre	Reclassements et divers	Acquisitions	Cessions	En fin d'exercice
Autres immobilisations financières	390	6	0	185	– 103	478
Total immobilisations financières	3 793	– 101	1 093	200	– 529	4 456
Total général	21 027	– 58	1 006	1 598	– 610	22 963

3.2. Amortissements et provisions (en milliers d'euros) :

Amortissements et provisions	En début d'exercice	Variation de périmètre	Reclassements et divers	Dotations	Reprises	En fin d'exercice
Fonds commercial	322	0	0	2	0	324
Écart d'acquisition	2 706	0	0	0	0	2 706
Autres immobilisations incorporelles	953	2	0	148	– 2	1 100
Total immobilisations incorporelles	3 981	2	0	150	– 2	4 130
Terrains	17	0	0	0	0	17
Constructions	653	0	0	31	0	684
Autres immobilisations corporelles	4 811	7	0	334	– 64	5 087
Total immobilisations corporelles	5 481	7	0	365	– 64	5 789
Provisions sur titres	12				– 12	0
Total général	9 474	9	0	515	– 79	9 919

3.3. Ecarts d'acquisition (en milliers d'euros) :

	Montant N-1	Variation		Montant N	Dépréciations			
		+	–		Antérieurs	Dotations	Reprises	Total
Delta plus Polska	26			26	26	0	0	26
Delta plus Magyarorszag	61			61	12	0	0	12
Workstore	1 651			1 651	1 148	0	0	1 148
Ecd	19			19	11	0	0	11
Deweer security	2 082			2 082	625	0	0	625
Froment	434			434	221	0	0	221
Mallcom	109			109	37	0	0	37
Semall	108			108	43	0	0	43
Texsepro	251			251	104	0	0	104
SFPI-Rolland	388			388	126	0	0	126
Sicurex	1 674			1 674	335	0	0	335
ASP Delta Plus Austria	121			121	18	0	0	18
Delta Plus Hellas	300			300	0	0	0	0
Total	7 224	0	0	7 224	2 706	0	0	2 706

3.4. Immobilisations financières (en milliers d'euros) :

	Fraction du capital détenu	Capitaux propres	Résultat du dernier exercice	Valeur brute comptable	Provision pour dépréciation
Titres mis en équivalence :					
Mallcom	24 %	3 017	146	724	
Delta Plus Suzhou	38 %	434	– 64	165	
Total titres mis en équivalence				889	
Titres de participation :					
Delta Plus Bulgarie	80 %	3	NS	2	
BBG Antinfortunistica	100 %	26	NS	26	
DPL	6,45 %	17 794	4 036	2 597	
Autres titres immobilisés :					
Divers				1	
Comptes courants hors groupe :					
Suzhou Delta Plus Pers. Prot.				420	
Divers :					
Prêts, cautions et divers				521	
Total autres actifs financiers				3 567	0

3.5. Titres mis en équivalence (en milliers d'euros) :

	Valeur des titres en début d'exercice	Variation	Valeur des titres en fin d'exercice
Mallcom	635	89	724
Delta Plus	241	– 76	165
Total	876	13	889

3.6. Provisions sur actifs courants (en milliers d'euros) :

	En début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
Stocks	566		101	465
Clients	928		76	852
Autres débiteurs	20			20
Total	1 513	0	176	1 337

3.7. Evolution des capitaux propres et des intérêts minoritaires (en milliers d'euros) :

Capitaux propres	Exercice 30/06/05	Exercice 31/12/04
En début d'exercice norme 99-02		17 354
Impact IFRS		- 1 172
En début d'exercice norme IFRS	20 063	16 182
Augmentation de capital	0	0
Prime d'émission	0	0
Distributions	- 738	- 502
Ajustement des distributions des exercices décalés	64	- 8
(Sociétés mises en équivalence)		
Variation titres auto détenus	- 58	958
Variation du % d'intérêts	- 186	
Écarts de conversion	347	- 63
Ajustement de la fiscalité différée	0	
Part des minoritaires :		
Entrées dans le périmètre	46	0
Incidences de la variation du % d'intérêts ..		- 178
Subvention d'investissement		0
Résultat de l'exercice	2 642	3 674
En fin d'exercice	22 180	20 063

Dont intérêts minoritaires	Exercice 30/06/05	Exercice 31/12/04
En début d'exercice norme IFRS	738	693
Distributions Écarts de conversion	93	- 18
Variation du % d'intérêts	46	- 177
Résultat de l'exercice	72	240
En fin d'exercice	949	738

3.8. Provisions pour risques et charges (en milliers d'euros) :

	En début d'exercice	Augmen- tation	Diminution	En fin d'exercice
Litiges tiers	50	0	40	10
Litiges sociaux	96	76	46	126
Engagements salariaux	535	67	5	597
Impôts	30	8	19	20
Impôts différés passif	111	0	111	0
Divers	80	25	- 2	107
Total	902	176	218	859

3.9. Dettes financières (en milliers d'euros) :

	Montant brut	Dont à 1 an au plus	Dont à plus d'1 an et 5 ans au plus	Dont à plus de 5 ans
Emprunts	3 536	2 099	1 437	
Concours bancaires	16 601	16 601		
Mobilisations de créances (*) ..	18 086	18 086		
Autres dettes financières	424	424		
Total	38 646	37 209	1 437	

(*) Détail des créances mobilisées et cédées (en milliers d'euros) :	Juin 2005	Décembre 2004
Escompte	10 813	4 549
Factor		5 505
Autres (C3LI, MCNE...)	7 272	15 463
Total	18 085	25 517

4. – Informations sur le compte de résultat.

4.1. Impôts sur les bénéfices (en milliers d'euros) :

Détail du compte de résultat	Solde
Charge d'impôt exigible	1 356
Charge d'impôt différé	30
Total	1 386

4.2. Preuve de l'impôt. — Le taux d'impôt sur les bénéfices de la société-mère est de 33,83 % :

	Résultat avant impôts (*)	Impôts	Taux
Comptes consolidés	4 027	- 1 386	34 %
Principaux impacts sur le taux d'impôt :			
Plus-value latente DPL non fiscalisée	- 1 095		
Annulation fiscalité diffè- rée sur déficit works- tore		300	
Divers		75	
Total	- 1 095	375	
Solde	2 932	- 1 011	34 %

(*) Résultat avant quote-part des entreprises mises en équivalence et dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions.

5. – Engagements hors bilan.

5.1. Crédit-bail (en milliers d'euros). — L'évaluation suivante des crédits-bails n'a pas fait l'objet d'un retraitement dans les comptes consolidés conformément au point « 1.14. Crédit-bail ».

	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres	Total
Valeur d'origine	0	0	183	827	1 011
Amortissements					
Cumuls antérieurs	0	0	140	434	575
Dotations de l'exercice	0	0	17	119	136
Total	0	0	157	554	711
Redevances payées :					
Cumuls antérieurs	0	0	162	553	715
Exercice	0	0	12	105	117
Total	0	0	174	658	832
Redevances à payer :					
A 1 an au plus	0	0	34	83	117
A plus d'1 an et 5 ans au plus	0	0	10	112	122
A plus de 5 ans	0	0	0	0	0
Total	0	0	44	195	239

5.2. Instruments financiers : couverture du risque de change et de taux :

— Risque de change : Delta Plus Group réduit ses risques de change, dus essentiellement aux variations de la parité euro / dollar, en couvrant la quasi-totalité des achats libellés en devises. Le montant des couvertures à terme en dollars non échues au 30 juin 2005 s'élevait à 26 500 KUSD pour un taux moyen de 0,77709 €/dollar. Le terme des couvertures non échues à la clôture s'étale du 5 juillet 2005 au 16 mai 2006.

La couverture sur la Livre Sterling n'est pas significative ;

— Risque de taux : Delta Plus Group utilise des swaps de taux pour garantir ses emprunts contractés à un taux variable. Le montant garanti au 30 juin 2005 s'élève à 20 889 K€ avec un taux de référence Euribor 3 mois et un taux moyen garanti à 3,04 %.

6. – Autres informations.

6.1. Effectif du groupe :

	Juin 2005	Décembre 2004
Cadres	100	78
Agents de maîtrise et techniciens	43	35
Employés	298	254
Ouvriers	212	186
Total	654	553

6.2. Options de souscriptions et d'achats d'actions consenties. — Dans le cadre du programme de distribution de stock-options aux salariés du groupe, ont été mis en place, sans traitement comptable particulier :

— Des options d'achat d'actions DPG pour 398 K€.

6.3. Événements postérieurs à la clôture. — Delta Plus Group a émis, au 1^{er} juillet 2005, 30 687 OBSAR (Obligations à bons de souscription d'actions remboursables) pour un montant nominal de 7 millions d'euros. Les conditions de cette émission ont été détaillées dans le prospectus visé par l'AMF publiée le 3 juin 2005. Ce prospectus est disponible sans frais au siège social de Delta plus Group ou consultable sur www.deltaplusgroup.com.

7. – Tableau de financement.

	Exercice 30/06/05	Exercice 30/06/04
Résultat consolidé avant amortissement sur- valeurs, part du groupe	2 570	1 073
Résultat consolidé avant amortissement sur- valeurs, part des minoritaires	72	130
Résultat des sociétés mises en équivalence ..	- 10	- 54
Dotation aux amortissements	515	526
Dotations nettes aux provisions	292	- 516
Réévaluation éléments d'actifs	- 1 093	0
Moins-values nettes sur cessions d'immobili- sations	- 103	- 7
Variation de l'impôt différé IDA & IDP) ..	- 212	0
Capacité d'autofinancement	2 031	1 153
Variation du B.F.R.	- 401	1 059
Cash flow issu des opérations d'exploitation .	1 631	2 212
Cession d'immobilisations non financières ..	128	206
Acquisition d'immobilisations non financiè- res	- 1 456	- 922
Cession d'immobilisations financières	329	0
Acquisition d'immobilisations financières ..	0	- 575
Autres éléments de consolidation	314	139
Cash flow issu des opérations d'investisse- ment	- 685	- 1 152
Augmentation de capital	0	0
Dividendes versés	- 738	- 502
Cash flow issu des opérations de finance- ment	- 738	- 502
Variation nette de la trésorerie	207	558
Endettement net à l'ouverture	- 17 609	- 19 440
Endettement net à la clôture	- 17 402	- 18 882
Variation de l'endettement	207	558

Le tableau de financement n'inclut pas les mobilisations de créances.

8. – Transition aux IFRS.

Bilan consolidé – Actif :

(En milliers d'euros)	31/12/04 99-02	31/12/04 IFRS
Ecarts d'acquisition	4 319	4 519
Immobilisations incorporelles	518	761
Immobilisations corporelles	2 494	2 494
Titres mis en équivalence	876	876
Autres actifs financiers	2 825	2 905
Autres actifs non courants	0	0
Actifs d'impôts différés	1 447	1 524
Total des actifs non courants	12 479	13 079
Stocks	24 004	24 004
Clients et comptes rattachés	14 413	14 413
Mobilisations et cessions des créances clients	25 518	25 518

(En milliers d'euros)	31/12/04 99-02	31/12/04 IFRS
Autres débiteurs	5 104	4 394
Trésorerie	2 638	2 638
Total des actifs courants	71 677	70 967
Total actif	84 156	84 046

Bilan consolidé – Passif :

(En milliers d'euros)	31/12/04 99-02	31/12/04 IFRS
Capital social	3 008	3 008
Titres d'autocontrôle	0	- 403
Amortissements passés des Goodwill	- 2 905	- 2 905
Réserves, part du groupe	16 281	16 191
Résultat, part du groupe	3 290	3 433
Intérêts minoritaires	733	738
Total capitaux propres	20 407	20 063
Passifs financiers non courants	1 869	1 869
Autres passifs non courants	0	0
Passifs d'impôts différés	44	111
Provisions	624	791
Total des passifs non courants	22 944	22 834
Fournisseurs d'exploitation et effets à payer .	12 871	12 871
Dettes fiscales et sociales	4 187	4 187
Autres dettes	258	258
Dettes bancaires adossées (mobilisation de créances clients)	25 518	25 518
Autres passifs financiers courants	18 378	18 378
Total des passifs courants	61 212	61 212
Total passif	84 156	84 046

Compte de résultat consolidé :

(En milliers d'euros)	31/12/04 99-02	31/12/04 IFRS
Chiffre d'affaires	103 489	103 489
Coût d'achat des marchandises vendues ..	- 61 549	- 61 549
Marge brute	41 940	41 940
Charges variables	- 7 580	- 7 580
Charges fixes	- 10 408	- 10 408
Charges de personnel	- 14 206	- 14 206
Dotation/reprise amortissements et provi- sions	- 1 099	- 1 612
Autres produits et charges	108	163
Résultat opérationnel courant	8 755	8 297
Produits et charges opérationnels non cou- rants	- 212	125
Coûts de l'endettement financier brut	- 1 798	- 1 798
Autres éléments financiers	- 34	- 377
Résultat avant impôt des sociétés intégrées .	6 711	6 247
Impôts sur le résultat	- 2 507	- 2 584
Résultat net des sociétés intégrées	4 204	3 663
Résultat net des sociétés mises en équiva- lence	11	11
Amortissememnt des GW	- 690	0
Résultat net	3 525	3 674
Dont part du groupe	3 290	3 434
Dont part des minoritaires	235	240
Résultat net par action	2,19	2,28
Résultat net dilué par action	2,19	2,28
Pour info : résultat avant opération sur GW .	4 215	4 164

8.1. Principes comptables. — Conformément au règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés qui seront publiés au titre de l'exercice 2005 seront établis suivant les normes comptables internationales édictées par l'IASB (International Accounting Standards Board). Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards) et les IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations. Les états financiers 2005 comprendront un bilan d'ouverture établi selon les dispositions énoncées dans IFRS 1 « Première application du référentiel IFRS » et les comptes de l'exercice 2004.

La recommandation du CESR (Committee of European Securities Regulators) du 30 décembre 2003 sur la préparation de la transition aux IFRS, encourage les émetteurs à publier au plus tôt l'impact quantifié du changement de référentiel. Pour répondre le mieux possible à cette recommandation, les comptes joints du seul exercice 2004 (« Comptes IFRS 2004 ») ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS publiées au 31 décembre 2004, telles qu'applicables au 31 décembre 2005. Ils constitueront l'exercice comparatif des comptes IFRS 2005, sous réserve qu'aucune modification de normes n'intervienne d'ici là.

La note 8.2. détaille d'une part, les principes retenus pour la constitution du bilan d'ouverture IFRS au 1^{er} janvier 2004 et d'autre part, les divergences avec les principes comptables français antérieurement appliqués et leurs effets chiffrés sur le bilan d'ouverture et sur les résultats de l'exercice 2004.

8.1.1. Consolidation : Les sociétés dans lesquelles Delta Plus Group exerce directement ou indirectement un contrôle majoritaire sont intégrées globalement. Les sociétés dans lesquelles Delta Plus Group exerce directement ou indirectement une influence notable sont mises en équivalence. La notion de contrôle conjoint n'existe pas dans notre groupe. Les titres des sociétés ne remplissant pas ces critères sont inscrits en titres de participation. La consolidation de l'ensemble de ces sociétés n'aurait pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés. Toutes les transactions significatives réalisées entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes sont éliminés.

8.1.2. Conversion des états financiers des filiales étrangères : Les filiales ont pour devise de fonctionnement leur monnaie locale, dans laquelle est libellé l'essentiel de leurs transactions. Leur bilan est converti au taux de clôture ; leur compte de résultat est converti au taux moyen de l'exercice. Les différences résultant de la conversion des états financiers de ces filiales sont enregistrées en écart de conversion inclus dans les capitaux propres consolidés.

8.1.3. Opérations en devises : La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères ». Les transactions libellées en devises étrangères sont converties au cours de change en vigueur à la date de l'opération ou au taux de la couverture de change qui leur est affectée le cas échéant.

En fin d'exercice, les actifs et passifs libellés en devises étrangères et non couverts sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes. Les pertes latentes éventuelles font l'objet d'une provision.

8.1.4. Recours à des estimations : L'établissement des états financiers, conformément au cadre conceptuel des normes IFRS, nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers.

8.1.5. Frais d'étude, de recherche et de développement : Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de recherche sont comptabilisés en charges et les frais de développement sont obligatoirement immobilisés s'ils remplissent certaines conditions. En application de cette norme, tous les frais de recherche, ainsi que les frais d'étude et de développement ne remplissant pas les conditions requises, sont enregistrés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

8.1.6. Ecarts d'acquisitions : Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des sociétés consolidées et la part du groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises ». Ils font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. Pour ce test, les écarts d'acquisition sont ventilés par Unités génératrices de trésorerie (UGT), qui correspondent à des ensembles homogènes générant conjointement des flux de trésorerie identifiables.

8.1.7. Immobilisations incorporelles :

A. Frais d'étude et de développement : Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès que l'entreprise peut notamment démontrer :

- Son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- Qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ;
- Et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les autres frais de développement et d'étude sont enregistrés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus (voir note 1.5.).

B. Autres immobilisations incorporelles produites ou acquises : Les autres immobilisations incorporelles (brevets et marques essentiellement) sont amorties sur le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilisation prévue.

8.1.8. Immobilisations corporelles :

A. Valeur brute : Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation. Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les frais d'entretien et de réparation sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf ceux engagés pour une augmentation de productivité ou la prolongation de la durée d'utilité du bien.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, telles que définies par la norme IAS 17 « Contrats de location », ne représentent pas un montant significatif dans le groupe. Elles sont donc comptabilisées comme des locations simples.

B. Amortissement : L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base du coût d'acquisition ou de production, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. Sauf cas particuliers, les valeurs résiduelles sont nulles dans le groupe. La durée d'amortissement est fondée sur la durée

d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations, dont les principales sont les suivantes :

Durées d'utilisation, en années	
Constructions	20
Aménagement agencement et installations	5 à 10
Autres immobilisations corporelles	4 à 10

8.1.9. Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé : Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, catégorie limitée pour le groupe aux écarts d'acquisition.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités génératrices de trésorerie (UGT). Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. La valeur d'utilité de ces unités est déterminée par référence à des flux futurs de trésorerie nets, actualisés. Lorsque cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée en marge opérationnelle pour la différence ; elle est imputée en priorité sur les écarts d'acquisition.

8.1.10. Actifs et passifs financiers : Les actifs financiers comprennent les immobilisations financières, les actifs courants représentant les créances d'exploitation, des titres de créances ou des titres de placement, y compris les instruments dérivés, et la trésorerie.

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires, les instruments dérivés. L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ». Cette norme a été adoptée par la Commission européenne le 19 novembre 2004.

A. Evaluation et comptabilisation des actifs financiers :

Prêts et créances : Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances. Ces instruments sont comptabilisés au coût amorti. Leur valeur au bilan comprend le capital restant dû, et la part non amortie des coûts d'acquisition. Ils font l'objet de tests de valeur recouvrable, effectués dès l'apparition d'indices indiquant que celle-ci serait inférieure à la valeur au bilan de ces actifs, et au minimum à chaque arrêté comptable. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

Actifs disponibles à la vente : Les actifs disponibles à la vente comprennent les titres de participation et les titres de placement.

Les titres de participation représentent les intérêts du groupe dans le capital de sociétés non consolidées. Ils sont évalués à la juste valeur conformément à la norme IAS 39. Pour les sociétés cotées, cette dernière est déterminée grâce au cours du jour de la clôture. En l'absence d'un marché actif, ces titres sont maintenus au bilan à leur coût d'acquisition que le groupe estime représenter leur juste valeur. En cas de baisse durable de leur valeur d'utilité, une perte de valeur est constatée. La valeur d'utilité est déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque société. Les critères généralement retenus sont : la quote-part des capitaux propres et les perspectives de rentabilité.

Trésorerie : La trésorerie comprend les liquidités en comptes courants bancaires, les parts d'OPCVM ou toutes autres valeurs mobilières de placement.

B. Evaluation et comptabilisation des passifs financiers : A l'exception des instruments dérivés, les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti. Les passifs financiers couverts par des swaps de taux d'intérêt font l'objet d'une comptabilité de couverture de juste valeur. Ils sont réévalués à la juste valeur de l'emprunt liée à l'évolution des taux d'intérêt. Les variations de juste valeur liées au taux d'intérêt sont comptabilisées en résultat de la période, et compensées par les variations symétriques des swaps dans la mesure de leur efficacité.

C. Evaluation et comptabilisation des instruments dérivés : Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur. La variation de juste valeur des instruments dérivés est toujours enregistrée en contrepartie du compte de résultat.

Dans le groupe, ces instruments sont comptabilisés comme des instruments de couverture. Au bilan et au compte de résultat, ils sont donc compensés par l'impact de la juste valeur des éléments couverts.

Une simulation annuelle de comptabilisation de ces instruments dérivés selon leur juste valeur, communiquée par les banques, est effectuée pour s'assurer que l'impact sur le résultat net est non significatif.

8.1.11. Stocks : Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du « Coût moyen unitaire pondéré ». Les coûts d'emprunt ne sont pas inclus dans le coût des stocks.

8.1.12. Impôts : Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable. Les déficits fiscaux font l'objet d'une fiscalité différée dans la mesure où ils sont récupérables.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

8.1.13. Provisions : Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

8.1.14. Engagements de retraites et assimilés : Les salariés du groupe perçoivent, en complément des allocations de retraite conformes aux législations

en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés qui les emploient, des indemnités de départ à la retraite.

Une provision est comptabilisée conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel ». Son calcul intègre principalement :

- Une hypothèse de date de la retraite fixée généralement à soixante cinq ans pour les salariés français ;
- Un taux d'actualisation ;
- Des hypothèses d'augmentation des salaires ;
- Une table de mortalité ;
- Un taux de rotation du personnel.

8.1.15. Titres d'autocontrôle : Tous les titres d'autocontrôle détenus par le groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

8.2. Effets de la première application des IFRS. — Cette note détaille, d'une part les principes retenus pour la constitution du bilan d'ouverture IFRS au 1^{er} janvier 2004, d'autre part les divergences avec les principes comptables français antérieurement appliqués et leurs effets chiffrés sur le bilan d'ouverture et de clôture et sur les résultats de l'exercice 2004.

Les comptes IFRS 2004 sont établis conformément aux dispositions de la norme IFRS 1 « Première application du référentiel IFRS » suivant les normes IFRS/IAS applicables au 1^{er} janvier 2005, telles qu'elles sont publiées au 31 décembre 2004.

Modalités de première application des IFRS :

A. Principe général : Le groupe doit appliquer rétrospectivement sur toutes les périodes présentées et sur son bilan d'ouverture, les principes comptables qui sont en vigueur à la date de clôture des premiers états financiers IFRS. En conséquence, le bilan d'ouverture IFRS au 1^{er} janvier 2004 intègre les divergences suivantes par rapport au bilan au 31 décembre 2003 présenté selon le règlement CRC 99-02 :

- Elimination des actifs et passifs comptabilisés sous le précédent référentiel qui ne répondent pas aux définitions ou critères de comptabilisation des IFRS ;
- Comptabilisation et évaluation selon les IFRS de tous les actifs et passifs qui répondent aux définitions et critères de comptabilisation de ces normes, y compris ceux qui n'étaient pas comptabilisés sous le précédent référentiel ;
- Reclassement éventuel de certaines rubriques du bilan conformément aux IFRS.

L'incidence de ces ajustements est comptabilisée directement en contrepartie des capitaux propres d'ouverture.

B. Dérogations facultatives retenues par le groupe : Ecarts de change liés à une activité à l'étranger : les écarts de conversion constitués au 1^{er} janvier 2004 ne sont plus reconnus en tant que composante distincte de la situation nette et ne seront pas repris ultérieurement en résultat lors de la sortie de l'entité étrangère.

Aucune autre option prévue par IFRS 1 n'est exercée :

- Les modifications récentes sur les regroupements d'entreprise liées à IFRS 3 n'ont pas d'impact sur le groupe ;
- Le coût présumé (juste valeur à la date de clôture) n'a pas été retenu pour les immobilisations corporelles ;
- Les dérogations possibles sur les avantages du personnel dont les engagements retraites ne sont pas retenues.

Les autres dérogations concernant les instruments financiers, les transactions en actions, les sociétés d'assurances, les frais de démantèlement et de remise en état de site ne sont pas applicables chez Delta Plus Group.

Effet sur la situation nette au 31 décembre 2004 :

(En milliers d'euros)	Total	Dont part du groupe		Dont minoritaires
		Ecart de conversion	Autres	
Capitaux propres CRC 99-02 .	20 407	- 524	20 197	733
Dilution de l'écart de conversion à la date de passage . .	0	524	- 524	0
Comptabilisation de la provision pour IDR	- 111	0	- 111	0
Frais de développement	162	0	162	0
Immobilisation corporelles . .	0	0	0	0
Charges constatées d'avance ..	35	0	35	0
Charges à répartir	- 240	0	- 240	0
Actifs financiers disponibles à la vente	13	0	13	0
Annulation de l'amortissement des écarts d'acquisition	690	0	684	5
Dépréciation des écarts d'acquisition	- 490	0	- 490	0
Titres d'autocontrôle	- 403	0	- 403	0
Capitaux propres IAS/IFRS .	20 063	0	19 324	739

Effet sur la situation nette au 31 décembre 2003 :

(En milliers d'euros)	Total	Dont part du groupe		Dont minoritaires
		Ecart de conversion	Autres	
Capitaux propres CRC 99-02 .	17 354	- 757	17 417	693
Dilution de l'écart de conversion à la date de passage . .	0	757	- 757	0
Comptabilisation de la provision pour IDR	- 96	0	- 96	0
Frais de développement	206	0	206	0
Immobilisation corporelles . .	97	0	97	0
Charges constatées d'avance ..	48	0	48	0
Charges à répartir	- 431	0	- 431	0
Actifs financiers disponibles à la vente	20		20	
Annulation de l'amortissement des écarts d'acquisition	0	0	0	0
Dépréciation des écarts d'acquisition	0	0	0	0
Titres d'autocontrôle	- 1 017	0	- 1 017	0
Capitaux propres IAS/IFRS .	16 182	0	15 489	693

III. — Rapport des commissaires aux comptes sur l'information semestrielle 2005.

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société et en exécution des dispositions prévues par l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

— L'examen limité du tableau d'activité et de résultats présenté sous la forme de comptes semestriels consolidés, de la société Delta Plus Group relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2005, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

— La vérification des informations données dans le rapport semestriel. Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Dans la perspective du passage au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice 2005, les comptes semestriels consolidés ont été préparés pour la première fois en appliquant, d'une part, les principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS adoptées dans l'Union européenne tels que décrits dans les notes annexes et, d'autre part, les règles de présentation et d'information applicables aux comptes intermédiaires, telles que définies dans le règlement général de l'AMF. Ils comprennent à titre comparatif des données relatives à l'exercice 2004 et au premier semestre 2004 retraitées selon les mêmes règles.

Nous avons effectué cet examen selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes semestriels consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en oeuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés au regard, d'une part des principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS adoptées dans l'Union européenne tels que décrits dans les notes annexes, et d'autre part, des règles de présentation et d'information applicables aux comptes intermédiaires, telles que définies dans le règlement général de l'AMF.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.1. de l'annexe qui expose :

— Les options retenues pour la présentation des comptes semestriels consolidés qui, conformément aux dispositions de l'article 221-5 du règlement AMF dans le cadre de l'option des règles de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS, n'incluent pas toutes les informations de l'annexe exigées par le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ;

— Les raisons pour lesquelles l'information comparative qui sera présentée dans les comptes consolidés au 31 Décembre 2005 et dans les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2006 pourrait être différente des comptes joints au présent rapport.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Avignon, le 6 octobre 2005.

Les commissaires aux comptes,

Membres de la compagnie régionale de Nîmes :

PHILIPPE VÉRAN ;

JACQUES TARRIEU.

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES**SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES
(CHIFFRES D'AFFAIRES ET SITUATIONS
TRIMESTRIELLES)****DELTA PLUS GROUP**

Société anonyme au capital de 3 007 520 €.
Siège social : lieudit La Peyrolière, Apt (Vaucluse).
334 631 868 R.C.S. Avignon.
Exercice social : du 1er janvier au 31 décembre.

Chiffres d'affaires comparés.

(En milliers d'euros)

	31 décembre 2004	31 décembre 2005	Variation
1°) Société mère :			
Premier trimestre	265	218	-17,7 %
Deuxième trimestre	208	240	15,4 %
Troisième trimestre	159	209	31,4 %
Quatrième trimestre	280	491	75,4 %
Total	912	1 158	27,0 %
2°) Groupe consolidé (M euros) :			
Premier trimestre	24,6	26,9	9,3 %
Deuxième trimestre	24,5	25,0	2,0 %
Troisième trimestre	23,6	25,3	7,2 %
Quatrième trimestre	30,8	35,3	14,6 %
Total	103,5	112,5	8,7 %

0601381

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES**SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES
(CHIFFRES D'AFFAIRES ET SITUATIONS
TRIMESTRIELLES)****DELTA PLUS GROUP**

Société anonyme au capital de 3 008 180 €.
Siège social : APT (Vaucluse), Zac La Peyrolière.
334 631 868 R.C.S. Avignon.
Période 1er janvier au 31 mars 2006.

Chiffres d’Affaires comparés. Période 1er janvier au 31 mars 2006.

(En millions d’euros)

	2005 1er trimestre	2006 1er trimestre	Evolution
Ca France	11,8	14,3	21,6%
CA international	15,2	18,5	22,1%
Chiffre d'Affaires total	26,9	32,8	21,9%

0608639

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

DELTA PLUS GROUP

Société anonyme au capital de 3 007 520 €.
Siège social : Lieudit La Peyrolière, Apt (Vaucluse).
334 631 868 R.C.S. Avignon.

Projet de documents comptables annuels.

A. — Comptes sociaux.

I. — Bilan au 31 décembre 2005.

(En euros.)

Actif	2005			2004
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Immobilisations incorporelles :				
Capital souscrit non appelé	0	0	0	0
Frais d'établissements	0	0	0	0
Frais de recherche et développement	219 793	144 813	74 980	34 868
Concessions, brevets et droits similaires	248 141	180 013	68 129	84 367
Fonds commercial	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Total (1)	467 934	324 826	143 109	119 235
Immobilisations corporelles :				
Terrains	0	0	0	0
Constructions	0	0	0	0
Installations, matériel et outillages	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	279 127	198 697	80 430	114 445
Immobilisations en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	0	0	0	0
Total (2)	279 127	198 697	80 430	114 445
Immobilisations financières :				
Titres de participations	16 799 789	1 252 045	15 547 744	15 038 479
Créances rattachées à des participations	7 645 604	0	7 645 604	5 592 884
Autres titres immobilisés	1 422 371	0	1 422 371	1 422 419
Prêts	366 452	0	366 452	366 451
Autres immobilisations financières	78 876	0	78 876	10 974
Total (3)	26 313 092	1 252 045	25 061 047	22 431 211
Actif immobilisé (4 = 1 + 2 + 3)	27 060 152	1 775 568	25 284 584	22 664 891
Stocks :				
Matières premières, approvisionnements	0	0	0	0

En cours de production de biens	0	0	0	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
Total (5)	0	0	0	0
Créances :				
Avances, acomptes versés sur commandes	0	0	0	0
Clients et comptes rattachés	1 030 583	4 308	1 026 275	963 079
Autres créances	236 545		236 545	1 155 138
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
Total (6)	1 267 128	4 308	1 262 820	2 118 217
Disponibilités				
Valeurs mobilières de placement	442 112	0	442 112	402 983
Disponibilités :	236 571	0	236 571	117 427
Total (7)	678 683	0	678 683	520 410
Actif circulant (8 = 5 + 6 + 7)	1 945 811	4 308	1 941 503	2 638 628
Comptes de régularisation :				
Charges constatées d'avance	31 466	0	31 466	183 803
Charges à répartir	0	0	0	113 328
Primes de remboursement des obligations	0	0	0	0
Écarts de conversion actif	0	0	0	0
Total actif	29 037 430	1 779 876	27 257 554	25 600 651

Passif	2005	2004
Capitaux propres :		
Capital social	3 007 520	3 007 520
Primes d'émission, de fusion, d'apport	4 205 476	4 205 476
Écarts de réévaluation	0	0
Réserve légale	300 752	300 752
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves réglementées	0	210 283
Autres réserves	1 011 508	801 225
Report à nouveau	5 160 071	3 184 306
Résultat de l'exercice	1 840 909	2 713 808
Subventions d'investissements	0	0
Écarts de conversion	0	0
Provisions réglementées	0	0
Total (1)	15 526 238	14 423 372
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	10 000	10 000
Provisions pour charges	0	0
Total (2)	10 000	10 000
Dettes :		
Autres emprunts obligataires	7 000 012	0
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	488 341	2 946 923
Emprunts et dettes financières divers	3 269 042	7 250 571
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0	0

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	653 620	290 083
Dettes fiscales et sociales	297 795	679 702
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0
Autres dettes	12 506	0
Total (3)	11 721 316	11 167 279
Comptes de régularisation		
Produits constatés d'avance	0	0
Écarts de conversion passif	0	0
Total passif	27 257 554	25 600 651

II. — Compte de résultat.

(En euros.)

	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Produits d'exploitation :		
Production vendue bien		
Production vendue services	1 157 536	911 916
Production stockée	0	0
Production immobilisée	0	0
Subventions d'exploitation	0	0
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	269 434	40 636
Autres produits	2 444 912	2 072 275
Total (1)	3 871 883	3 024 827
Charges d'exploitation :		
Achats de marchandises	223	0
Variation de stock marchandises	0	0
Achats de matières premières et autre approvisionnements	0	0
Variation de stock matières premières et autres approvisionnements	0	0
Autres achats et charges externes	1 788 690	1 231 010
Impôts, taxes et versements assimilés	73 204	93 762
Salaires et traitements	517 770	439 797
Charges sociales	191 955	162 018
Dotations d'exploitation aux amortissements sur immobilisations	136 296	112 372
Dotations d'exploitation aux amortissements des charges à répartir	0	75 180
Dotations d'exploitation aux provisions sur immobilisations	0	0
Dotations d'exploitation aux provisions sur actif circulant	0	2
Dotations d'exploitation aux provisions pour risques et charges	0	0
Autres charges	376 805	190 378
Total (2)	3 084 943	2 304 519
Résultat d'exploitation (3 = 1 - 2)	786 938	720 309
Produits financiers :		
Produits financiers de participation	2 658 928	2 540 462
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0	0
Autres intérêts et produits assimilés		1
Reprise sur provisions et transferts de charges	0	600 000

Différences positives de changes	52 356	90 313
Produits nets sur valeurs mobilières de placements	16 030	343 393
Total (4)	2 727 314	3 574 169
Charges financières :		
Dotations financières aux amortissements et provisions	450 000	800 000
Intérêts et charges assimilées	316 763	394 670
Différences négatives de changes	2 770	81 341
Charges nettes sur valeurs mobilières de placement	0	0
Total (5)	769 533	1 276 011
Résultat financier (6 = 4 - 5)	1 957 781	2 298 159
Résultat courant avant impôt (7 = 3 + 6)	2 744 719	3 018 467
Produits exceptionnels :		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	272 372	11 414
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 448	1 281 888
Reprises sur provisions	5 422	18 125
Total (8)	279 242	1 311 428
Charges exceptionnelles :		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	452 080	42 329
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	859 237	1 466 298
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	0	0
Total (9)	1 311 317	1 508 627
Résultat exceptionnel (10 = 8 - 9)	-1 032 075	-197 200
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	0	0
Impôts sur les bénéfices	-128 265	107 459
Bénéfice ou perte	1 840 909	2 713 808

III. — Annexes aux comptes sociaux.

Total du bilan avant répartition	27 257 554 €
Résultat : bénéfice	1 840 909 €

Les notes indiquées ci-après, font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 15 mars 2006 par les dirigeants de l'entreprise.

1. — Règles et méthodes comptables.

1.1. Application des conventions comptables. — Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

— continuité de l'exploitation ;

— permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre (sauf en ce qui concerne les charges à répartir, qui font l'objet d'un reclassement en immobilisations ou en charges conformément à l'avis n° 2004-15 du CNC) ;

— indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport aux méthodes pratiquées l'exercice précédent. Seules sont exprimées les informations significatives.

1.2. Comptabilisation des opérations en devises. — Les transactions libellées en devises étrangères sont converties au cours de change en vigueur à la date de l'opération ou au taux de la couverture de change qui leur est affectée le cas échéant.

En fin d'exercice, les actifs et passifs en devises étrangères et non couverts sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes. Les pertes latentes éventuelles font l'objet d'une provision.

1.3. Immobilisations corporelles et incorporelles. — Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Frais de recherche et de développement	2, 3 et 5 ans
Marques	non amorties
Logiciels	1 an ou 5 ans
Aménagement agencement et installations	de 5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	de 1 à 3 ans
Mobilier	de 5 à 10 ans

1.4. Immobilisations financières. — Les titres de participation sont enregistrés à leur valeur d'entrée dans le patrimoine de l'entreprise. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes sont exclus du coût d'acquisition des titres et inscrits en charges. A la clôture de l'exercice, le coût d'acquisition est comparé à la valeur d'inventaire ; la plus faible de ces deux valeurs est retenue au bilan. La valeur d'inventaire des titres de participation correspond à la valeur d'usage pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction des capitaux propres, des résultats de la filiale, de ses perspectives d'avenir, de sa contribution aux coûts centraux du groupe...

1.5. Créances et dettes. — Les créances et dettes sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Les créances sont dépréciées en fonction du risque de non recouvrement.

1.6. Valeurs mobilières de placement. — Les valeurs mobilières de placement sont présentées dans la ligne « Disponibilités » et figurent dans ce bilan à leur valeur d'acquisition. Elles sont dépréciées éventuellement en fonction de leur cours à la clôture.

1.7. Charges à répartir sur plusieurs exercices. — Conformément à l'avis n° 2004-15 du CNC relatif à la définition, à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, ce poste a été supprimé à compter du 1^{er} janvier 2005 et les éléments le constituant transférés soit en immobilisations, soit en charges.

1.8. Provisions pour risques et charges. — Ces provisions enregistrées en conformité avec le règlement CRC n° 2000-06, sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements en cours ou survenus durant l'exercice rendent probables. Elles comprennent notamment les indemnités estimées par la société et ses conseils au titre des litiges, contentieux et actions en réclamations de la part de tiers.

1.9. Distinction entre résultat courant et résultat exceptionnel. — Les produits et charges exceptionnels du compte de résultat incluent les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires et les éléments extraordinaires. Les éléments exceptionnels sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de l'entreprise, soit parce qu'ils sont anormaux dans leur montant ou leur incidence, soit parce qu'ils surviennent rarement.

2. — Autres éléments significatifs.

Afin de sécuriser l'endettement du groupe, et dans l'optique d'une augmentation prochaine du capital, la société a émis des OBSAR (Obligations avec bons de souscription d'actions remboursables) pour un montant de 7 000 012 €, dont elle a eu la jouissance au 1^{er} juillet 2005.

Modalités d'émission :

Nombre d'obligations	30 687
Valeur nominale des obligations	228,11 €
Modalités de remboursement	2 tranches égales les 1 ^{er} juillet 2009 et 1 ^{er} juillet 2010
Taux d'intérêt	Euribor 3 mois – 0,05%
Nombre de bons	306 870
Prix d'exercice des bons	23 €
Date limite d'exercice des bons	1 ^{er} juillet 2010

Mouvements sur les obligations :

Nombre d'obligations en circulation	30 687
Encours	7 000 012 €
Nombre d'obligations rachetées ou amorties dans l'exercice	Néant
Evolution du cours des obligations pendant l'exercice écoulé ; cotation au 31 décembre 2005	90% du nominal

Mouvements sur les bons :

Nombre de bons exercés	330
Montant reçu	6 678 €
Nombre de bons rachetés et annulés	Néant
Nombre de bons en circulation	306 870
Augmentation de capital potentielle en nombre d'actions	306 870

L'augmentation potentielle de capitaux propres est de 7 M€, dont 614 K€ de capital et 6,4 M€ de prime d'émission.

Evolution du cours des bons et des actions : l'action a progressé entre le 1^{er} juillet (cours 25,50 €) et le 31 décembre 2005 (33 €). Le cours du bon au 31 décembre 2005 se fixait à 10 €.

Les porteurs d'obligations peuvent demander le remboursement de leurs obligations, en cas de non respect de ratios financiers définis dans le prospectus, ou en cas de croissance externe significative, d'investissements supérieurs à un certain seuil, de dilution majeure de l'actionnariat de référence.

A compter du 1^{er} janvier 2005, la société Workstore rejoint les sociétés Delta Plus, Froment et Protimport dans le périmètre d'intégration fiscale.

Un contrôle fiscal a eu lieu au cours des mois de janvier et février 2006 portant sur les exercices 2003 et 2004. Les conséquences de ce contrôle ont été prises en compte dans les états financiers arrêtés au 31 décembre 2005.

Deux abandons de créances ont été accordés durant l'exercice : 458 K€ pour la société Workstore et 401 K€ pour la société Delta Plus (UK) Ltd.

Le tableau des filiales et participations figure à la fin de l'annexe.

3. — Notes sur le bilan actif.

3.1. Frais d'établissement. — Non applicable.

3.2. Frais de recherche. — Ils concernent des projets nettement individualisés et pour lesquels de sérieuses chances de rentabilité commerciale existent. Ils se décomposent comme suit :

Salaires et charges	51 563 €
Matière	
Sous-traitance	168 230 €
Total :	219 793 €

3.3. Fonds commercial. — Non applicable.

3.4. Actif immobilisé (en euros). — Les mouvements de l'exercice sont les suivants :

Valeurs brutes	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	341 780	126 154	0	467 934
Immobilisations corporelles	279 127	0	0	279 127
Immobilisations financières	23 233 252	3 079 840	0	26 313 092
Total	23 854 159	3 205 994	0	26 060 152

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	222 545	102 281	0	324 826
Immobilisations corporelles	164 682	34 015	0	198 697
Autres immobilisations financières	802 045	450 000	0	1 252 045
Total	1 189 272	586 296	0	1 775 568

3.5. Créances représentées par des effets de commerce. — Non applicable.

3.6. État des créances (en euros) :

	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an
Actif immobilisé	8 090 929		8 090 929
Actif circulant et charges constatées d'avance	1 298 594	1 298 594	

Total	9 389 525	1 298 594	8 090 929
-------	-----------	-----------	-----------

3.7. Produits à recevoir. — Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan :

Créances clients et comptes rattachés	Néant
Clients factures à établir	
Autres créances	Néant
Divers produits à recevoir	
Total	Néant

3.8. Valeurs mobilières de placement. — Actions propres :

— 26 791 actions (dont 24 200 pour couvrir les options d'achats d'actions consenties aux mandataires sociaux et aux salariés, une information complète étant donné dans le rapport de gestion) pour une valeur au bilan de 442 112 € ;

— Autres OPCVM : Néant.

3.9. Charges constatées d'avance. — Cette rubrique ne contient que des charges ordinaires liées à l'exploitation normale de l'entreprise.

3.10. Charges à répartir sur plusieurs exercices. — Ces charges d'un montant de 113 328 € au 31 décembre 2004 concernaient essentiellement les frais de conception engagés auprès de prestataires spécialisés des gammes de produits Michelin dont la commercialisation était étalée sur la durée du contrat. Elles ont été transférées aux postes d'immobilisations et de charges concernés, conformément aux nouvelles recommandations du CNC.

4. — Notes sur le bilan passif.

4.1. Capital social. — Actions ou parts sociales :

	Nombre	Valeur nominale
Titres début d'exercice	1 503 760	2,00
Titres émis		
Titres remboursés ou annulés		
Titres fin d'exercice	1 503 760	2,00

4.2. Variation des capitaux propres (en euros) :

Capitaux propres N-1	14 423 371
Résultat N	1 840 909
Dividendes (hors actions propres)	-738 043
Capitaux propres N	15 526 237

4.3. Provisions (en euros) :

	À l'ouverture	Augmentation	Diminution	À la clôture
Provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges	10 000			10 000
Provisions pour dépréciation	819 425	450 000	13 072	1 256 353
Total	829 425	450 000		1 266 353

Les provisions pour dépréciation s'appliquent pour partie aux titres de participations Workstore à hauteur de 1 250 000 € ainsi dépréciés partiellement et pour 2 045 € sur les titres de Delta Plus Bulgarie ainsi dépréciés totalement. Elles concernent enfin des créances clients dépréciées pour 4 308 €.

4.4. État des dettes :

	Montant brut	À 1 an au +	+ 1 an - 5 ans	À + de 5 ans
OBSAR (obligations convertibles)	7 000 012		7 000 012	
Établissement de crédit	488 341	205 427	282 914	
Dettes financières diverses	3 269 042	3 269 042		
Fournisseurs	653 620	653 620		
Dettes fiscales et sociales	297 795	297 795		
Autres dettes	12 506	12 506		
Produits constatés d'avance				
Total	11 721 316	4 438 390	7 282 926	

4.5. Dettes représentées par des effets de commerce. — Non applicable.

4.6. Charges à payer (en euros). — Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan.

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 191
Intérêts courus/emprunt établissements crédit	292
Banques intérêts courus	5 899
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	Néant
Clients avoirs à établir	Néant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	380 192
Fournisseurs factures non parvenues	380 192
Dettes fiscales et sociales	188 641
Provision congés payés	6 370
Personnel charges à payer	105 000
Charges sociales sur provision congés payés	2 421
Organismes sociaux charges à payer	39 048
État charges à payer	35 802
Total	575 024

4.7. Produits constatés d'avance. — Non applicable.

5. — Notes sur le compte de résultat.

5.1. Ventilation du chiffre d'affaires. — Le chiffre d'affaires est essentiellement constitué de prestations facturées aux filiales du groupe. Le chiffre d'affaires se répartit pour 847 K€ vers la France et 315 K€ vers l'étranger.

5.2. Autres produits. — Ils concernent principalement les redevances facturées aux filiales pour 2 445 K€.

5.3. Résultat exceptionnel (en euros). — Il est constitué de :

Abandons de créances	-859 238
Honoraires relatifs à l'émission d'OBSAR	-250 000
Boni / Mali de dissolution	198 003
Annulation de l'étalement de charges	-110 000
Produits et charges exceptionnelles diverses	-10 840
Résultat exceptionnel total	-1 032 075

5.4. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices (en euros) :

	Résultat avant impôt	Impôt (*)	Résultat net après impôt
Résultat courant	2 744 719	318 900	2 425 819
Résultat exceptionnel	-1 032 075	-447 165	-584 910
Participation des salariés	0	0	0
Total	1 712 644	-128 265	1 840 909

(*) Le signe « - » correspond à un produit d'impôt.

Delta Plus Group a opté pour le régime de l'intégration fiscale. Elle représente la tête du groupe composé des sociétés Delta Plus SAS, Protimport, Froment et Workstore. L'intégration fiscale a généré un produit de 151 221 € sur l'exercice.

5.5. Incidence des évaluations fiscales dérogatoires (en euros) :

Résultat net de l'exercice	1 840 909
Impôts sur les bénéfices	-128 265
Résultat avant impôts	1 712 644
Variation des provisions réglementées	0
Résultat avant impôts, hors évaluations fiscales dérogatoires	1 712 644

5.6. Accroissements et allègements de la dette future d'impôts (en euros) :

	Montant	Impôts
Accroissements :		
Provisions réglementées		
Charges à étaler		
Allègements :		
Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation	5 764	1 921

Total des déficits exploitations reportables	
Total des amortissements différés	
Total des moins-values à long terme	390 947

6. — Autres informations.

6.1. Rémunération des dirigeants. — Somme non mentionnée car elle ferait état de salaires individualisés.

6.2. Effectif moyen :

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	3	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés		
Ouvriers		
Total	3	

6.3. Identité société mère consolidant les comptes de la société. — Non applicable.

6.4. Engagements donnés :

Effets escomptés non échus	
Avals, cautions et sûretés réelles	21 757 847 €
Crédit-bail mobilier	
Crédit-bail immobilier	
Engagements de retraite	

47 000 actions de la société Delta Plus SAS ont été données en nantissement dans le cadre de l'émission des OBSAR.
8 000 actions de la société Delta Plus SAS ont été données en nantissement pour garantir l'emprunt auprès du Crédit agricole.
La société confirme que cette présentation des engagements n'omet pas l'existence d'un engagement significatif.

6.5. Crédits-bails. — Néant : tous les crédits bails se sont terminés durant l'exercice :

6.6. Liste des filiales et participations. — Renseignements détaillés concernant les filiales et participations :

	Capitaux propres	En % du capital détenu	Résultats du dernier exercice	Chiffre d'affaires du dernier exercice
I. Filiales (plus 50% du capital détenu) :				
Protimport SARL	516 392	100%	242 543	3 078 472
Delta Plus SAS	8 584 395	100%	1 729 403	75 899 403
Workstore SARL	-504 743	100%	-46 797	9 229 971
Froment Eurl	787 610	100%	115 849	3 058 727
SFPI SARL	688 387	100%	60 121	222 946
Delta Plus-E SA	446 725	100%	299 875	1 434 400
Delta Plus Sicurex SRL	5 126 052	100%	1 501 556	18 396 698
Delta Plus Polska SP ZOO	1 389 575	100%	557 645	5 096 318
Panotex SARL	49 568	100%	9 652	298 777
Delta Plus Magyarország KFT	120 396	97%	63 791	1 889 761
Deltmal Safety Shoes Ltd	1 733 217	50%	436 828	7 241 100
Delta Plus Benelux SA	1 386 702	100%	6 274	210 449
Delta Plus Croatia DOO	710 723	70%	157 169	2 706 668
Delta Plus Bulgarie SRO	NS	80%	NS	NS
Delta Plus Hellas SRL	486 139	100%	149 337	4 025 866
Delta Plus (UK) Limited	-366 508	100%	45 698	1 195 244
ASP Delta Plus Austria GmbH	-322 494	75%	-193 905	2 522 770
Octoplus SA	336 050	100%	267 835	4 429 736
Delta Plus Romania SRL	-20 364	95%	-74 231	361 623
Delta Plus Ceska republika SRO	-296 907	100%	-58 147	577 266
Suzhou Delta Plus Personal Protection CO., Ltd	522 723	90%	-108 845	5 820 503
Delta Plus (India) PVT, Ltd	389 145	90%	-4 014	0
DPG Training SAS	NS	75%	NS	NS
II. Participations (10 à 50% du capital détenu) :				
Suzhou Delta Plus Safety and Protection CO, Ltd	694 908	38%	-151 756	2 767 446
Mallcom (India) Ltd	3 128 472	24%	300 586	10 966 151
	Valeur brute au bilan	Provisions constituées	Prêts et avances	Dividendes encaissés sur l'exercice
III. Filiales (plus 50% du capital détenu) :				

Protimport SARL	47 747		167 840	100 000
Delta Plus SAS	2 653 730			1 000 000
Workstore SARL	2 529 560	1 250 000	2 434 431	
Froment Eurl	1 028 537		512 610	
SFPI SARL	1 611 344			
Delta Plus-E SA	71 180		456 998	150 000
Delta Plus Sicurex SRL	2 852 449			1 000 000
Delta Plus Polska SP ZOO	1 347 672		79 902	
Panotex SARL	9 534		37 266	
Delta Plus Magyarorszag KFT	86 060		198 334	
Deltmal Safety Shoes Ltd	351 277			
Delta Plus Benelux SA	1 149 999		599 000	
Delta Plus Croatia DOO	21 930		76 225	
Delta Plus Bulgarie SRO	2 045	2 045	/	
Delta Plus Hellas SRL	480 447		452 500	
Delta Plus (UK) Limited	100 000		625 161	
ASP Delta Plus Austria GmbH	120 000		265 910	
Octoplus SA	10 001		1 513 155	
Delta Plus Romania SRL	95 000		110 000	
Delta Plus Ceska Republika SRO	12 666		101 272	
Suzhou Delta Plus Personal Protection CO Ltd	540 000			
Delta Plus (India) PVT, Ltd	335 000			
DPG Training SAS	27 750		15 000	
IV. Participations (10 à 50% du capital détenu) :				
Suzhou Delta Plus Safety and Protection CO Ltd	714 902			
Mallcom (India) Ltd	600 959			22 736

Au 31 décembre 2005 Delta Plus Group détient 6,45% du capital de la société DPL pour une valeur de 1 421 761 € et a encaissé 134 445 € de dividendes.

6.7. Tableau concernant les entreprises liées :

Désignation	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Postes du bilan :		
Participations financières et créances rattachées	24 443 348	20 631 364
Titres immobilisés	1 424 416	1 422 420
Prêts	366 452	366 452
Créances clients et comptes rattachés	1 006 319	874 878
Emprunts et dettes financières diverses	3 158 989	7 248 064
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	120 207	58 767
Autres dettes	77 559	0
Postes du résultat :		
Chiffre d'affaires	1 157 536	875 078
Autres produits	2 433 442	2 074 881
Produits financiers de participation	2 407 171	2 308 595
Autres produits financiers	237 998	231 864
Charges financières	173 505	201 117
Dépréciation des titres de participation	450 000	200 000
Abandons de créances	859 237	704 928

B. — Comptes consolidés.**I. — Bilan consolidé au 31 décembre 2005.**

(En milliers d'euros.)

Actif	Note	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Ecarts d'acquisition	3.3	4 519	4 519
Immobilisations incorporelles		769	761
Immobilisations corporelles	3.1	3 750	2 494
Titres mis en équivalence	3.5	1 015	876
Autres actifs financiers	3.4	3 082	2 905
Autres actifs non courants		0	0
Actifs d'impôts différés	3.7	1 151	1 524
Total des actifs non courants		14 286	13 079
Stocks	3.6	30 304	24 004
Clients et couples rattachés hors groupe		15 161	14 413
Mobilisations et cessions de créances clients	3.12	27 377	25 518
Autres débiteurs		7 338	4 394
Trésorerie		4 035	2 638
Total des actifs courants		84 215	70 967
Total		98 501	84 046

Passif	Note	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Capital		3 008	3 008
Titres d'autocontrôle		-442	-403
Amortissements passés des goodwill	3.3	-2 216	-2 216
Réserves - part du groupe		18 382	15 502
Résultat - part du groupe		4 755	3 433
Intérêts minoritaires		1 186	738
Total capitaux propres	3.9	24 672	20 063
Dettes financières convertibles en action	3.10	7 000	
Total fonds propres et quasi fonds propres		31 672	20 063
Passifs financiers non courants	3.12	686	1 869
Autres passifs non courants		0	0
Passifs d'impôts différés		0	111
Provisions	3.11	947	791
Total des passifs non courants		33 305	22 834
Fournisseurs d'exploitation et effets à payer		13 642	12 871
Dettes fiscales et sociales		4 045	4 187
Autres dettes		240	258
Mobilisations et cessions de créances clients	3.12	27 377	25 518
Autres passifs financiers courants	3.12	19 892	18 378
Total des passifs courants		65 196	61 212
Total		98 501	84 046

II. — Compte de résultat au 31 décembre 2005.

(En milliers d'euros.)

	31 décembre 2005	En % / CA	31 décembre 2004	En % / CA	Variation	En %
Chiffre d'affaires	112 510	100	103 489	100	9 021	8,7%
Coût d'achat des marchandises vendues	-64 593	-57,4%	-61 549	-59,5%	-3 044	4,9%
Marge brute	47 917	42,6%	41 940	40,5%	5 977	14,3%
Charges variables	-9 262	-8,2%	-7 580	-7,3%	-1 682	22,2%
Charges fixes	-14 293	-12,7%	-12 020	-11,6%	-2 273	18,9%
Charges de personnel	-14 968	-13,3%	-14 206	-13,7%	-762	5,4%
Autres produits et charges	71	0,1%	163	0,2%	-92	-56,7%
Résultat opérationnel courant	9 465	8,4%	8 297	8,0%	1 168	14,1%
Produits et charges opérationnels non courants	462	0,4%	125	0,1%	337	269,3%
Coût de l'endettement financier brut	-1 960	-1,7%	-1 798	-1,7%	-162	9,0%
Autres éléments financiers	-41	0,0%	-377	-0,4%	336	-89,2%
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	7 926	7,0%	6 247	6,0%	1 679	26,9%
Impôts sur le résultat	-2 937	-2,6%	-2 584	-2,5%	-353	13,7%
Résultat net des sociétés intégrées	4 989	4,4%	3 663	3,5%	1 326	36,2%
Résultat net des sociétés mises en équivalence	11	0,0%	11	0,0%	0	-1,5%
Résultat net	4 999	4,4%	3 674	3,6%	1 325	36,1%
Dont part du groupe	4 755	4,2%	3 434	3,3%	1 321	38,5%
Dont part des minoritaires	245	0,2%	240	0,2%	5	1,9%
Résultat net par action	3,16		2,28		0,88	38,7%
Résultat net dilué par action	2,73		2,28		0,45	19,8%

III. — Annexes aux comptes consolidés.

1. — Règles et méthodes comptables.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière ou « International Financial Reporting Standard » (IFRS) adoptées par l'IASB et aux interprétations des normes IFRS publiées par l'IFRIC.

La transition aux normes IFRS au 1er janvier 2004 a été explicitée, pour la première fois, conformément à la norme IFRS 1 avec la publication des comptes au 30 juin 2004.

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains postes du bilan nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Il peut s'agir notamment de la valorisation de certains actifs incorporels, corporels ou financiers, de la détermination du montant de provision pour risques et charges, de dépréciation des stocks... Ces hypothèses ou estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

1.1. Présentation des états financiers consolidés. — Les états financiers consolidés sont présentés en euros, arrondi au millier d'euros le plus proche. Les états financiers consolidés du groupe sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des titres de participations non consolidés enregistrés à leur juste valeur. Les actifs et passifs garantis par des achats de devises à terme sont enregistrés au cours de couverture.

1.2. Méthodes de consolidation. — Les méthodes de consolidation sont inchangées par rapport à l'exercice précédent. Les états financiers des sociétés consolidées, établis selon les règles comptables en vigueur dans leur pays respectifs sont retraités afin d'appliquer les principes comptables du groupe. — Sont consolidées par intégration globale, sauf exception mentionnée en note 2, les sociétés que Delta Plus Group contrôle directement ou indirectement ; — Sont consolidées par mise en équivalence, les sociétés dans lesquelles Delta Plus Group détient moins de 50% du capital et exerce une influence notable.

1.3. Conversion des états financiers des sociétés étrangères. — Les filiales ont pour devise de fonctionnement leur monnaie locale. Leurs comptes sont convertis en euros en utilisant la méthode du cours de clôture pour l'ensemble des comptes à l'exception :

- des capitaux propres qui sont traduits selon la méthode du taux historique ;
- du compte de résultat qui est converti au cours moyen de change de la période.

Les différences résultant de la conversion des états financiers de ces filiales sont enregistrées en écart de conversion inclus dans les capitaux propres consolidés. Conformément à IFRS 1 les écarts résultant de conversions antérieures à la date de conversion du premier exercice en IFRS (1er janvier 2004) sont annulés par les réserves de consolidation.

1.4. Comptabilisation des opérations en devises. — Les transactions libellées en devises étrangères sont converties au cours de change en vigueur à la date de l'opération ou au taux de la couverture de change qui leur est affectée le cas échéant. En fin d'exercice, les actifs et passifs libellés en devises étrangères et non couverts sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes. Les actifs et passifs garantis par des achats de

devises à terme sont enregistrés au cours de couverture. Les différences de change qui résultent de ces opérations sont comptabilisées en produits ou en charges.

Les pertes latentes sur achats à terme de monnaies étrangères correspondant à des « sur couvertures » sont provisionnées. Les gains latents ne font pas l'objet de traitement comptable.

1.5. Écarts d'acquisition. — L'écart de première consolidation est égal à la différence constatée lors de l'entrée d'une société dans le périmètre de consolidation entre le coût d'acquisition de ses titres et la part de la Société détentrice dans ses capitaux propres. Lorsque la différence de première consolidation est identifiable, elle est imputée et traitée comme les postes auxquels elle se rattache. Les éléments d'actifs identifiés lors de la prise de contrôle sont amortis au même rythme que les immobilisations de même nature. Lorsque cette différence n'est pas ou plus ventilable, elle est portée en totalité en écart.

Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits dans un poste de provision pour risques et charges. Les reprises de provisions s'effectuent en fonction de l'évolution des risques sur les sociétés acquises.

Conformément aux normes IFRS 3 et IFRS1 les écarts d'acquisitions ne sont plus amortis depuis le 1^{er} janvier 2004. L'amortissement des goodwill est remplacé par des tests de dépréciations effectués dès l'apparition d'un indice de perte de valeur et au minimum une fois par an. Les amortissements antérieurs au 1^{er} janvier 2004 sont conservés.

1.6. Immobilisations corporelles et incorporelles. — Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation. Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les frais d'entretien et de réparation sont enregistrés en charges, sauf ceux engagés pour une augmentation de productivité ou la prolongation de la durée d'utilité du bien.

Les immobilisations financées au moyen de contrat de location financement tels que définis par la norme IAS 17 auraient dû être présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements futurs ou la valeur de marché si elle est inférieure. Ce retraitement n'a pas été effectué compte tenu de la non matérialité des biens financés par ce procédé (note 1.10).

— Amortissement : Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations, dont les principales sont les suivantes :

Frais d'établissement, concessions, brevets	5 ans
Frais de recherche et de développement	2,3 et 5 ans
Marques, fonds commercial	NA
Logiciels	1 an ou 5 ans
Constructions	20 ans
Aménagement agencement et installations	de 5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	de 1 à 10 ans

— Dépréciation : Selon la norme IAS 16 « Dépréciation d'actifs » la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indice de perte de valeur, passée en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, catégorie limitée pour le groupe aux écarts d'acquisition.

1.7. Participations et autres immobilisations financières :

— Titres des sociétés mises en équivalence : La valeur des titres représente la quote-part du groupe dans les capitaux propres de ces sociétés compte tenu de l'application des principes de consolidation retenus.

— Titres de participation non consolidés : Les titres de participation non consolidés sont volontairement classés dans la catégorie des actifs financiers en juste valeur. Conformément à la norme IAS 39 les gains ou pertes résultant de cette évaluation sont repris en résultat.

— Autres immobilisations financières : Les autres immobilisations financières sont principalement des dépôts, cautionnements et prêts. Leur valeur est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Une provision est constituée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur brute comptable. Elles font l'objet de tests de valeur recouvrable, effectués dès l'apparition d'indice indiquant que celles-ci seraient inférieures à la valeur au bilan de ces actifs et au minimum à chaque arrêté comptable. La perte de valeur éventuelle est enregistrée en résultat.

1.8. Stocks. — Les stocks sont évalués au prix de revient unitaire moyen pondéré. Conformément à la norme IAS 2 les provisions sont déterminées en fonction de l'évolution du prix du marché, en tenant compte de la rotation des articles et de leur obsolescence.

Les coûts d'emprunt ne sont pas inclus dans les stocks.

La marge en stock relative aux flux de marchandises entre les sociétés d'approvisionnement du groupe est retraitée.

1.9. Créances et dettes. — Les créances et les dettes sont enregistrées à leur valeur nominale. Les risques de non-recouvrement font l'objet de provisions pour dépréciations appropriées et déterminées de manière individualisée.

Les créances mobilisées et escomptées non échues sont présentées à l'actif et au passif du bilan pour leur valeur financée.

1.10. Valeurs mobilières de placement. — Les valeurs mobilières de placement sont présentées dans la ligne « Disponibilités » et figurent dans ce bilan à leur valeur d'acquisition. Elles sont dépréciées éventuellement en fonction de leur cours à la clôture.

1.11. Titres auto détenus. — Les actions Delta Plus Group détenues par les sociétés du groupe, consolidées par intégration globale, sont inscrites en diminution des capitaux propres consolidés. Les plus ou moins values réalisées sur ces titres impactent directement les capitaux propres sans impacter le résultat de la période.

1.12. Charges à répartir. — Suite au changement de législation comptable concernant le traitement des charges à répartir, il n'y a plus de charges à répartir comptabilisées sur le groupe.

Les charges à étaler non amorties au 1^{er} janvier 2004 ont fait l'objet d'un reclassement soit en charges, soit en immobilisations incorporelles, soit en charges constatées d'avance.

1.13. Fiscalité différée. — Les différences temporaires répétitives entre le résultat comptable et le résultat fiscal ont fait l'objet d'un retraitement, ainsi que les déficits reportables pour lesquels il est pratiquement certain que les bénéfices futurs pourront s'imputer dans la période légale de report déficitaire.

1.14. Crédit-bail. — L'impact sur les comptes consolidés est considéré comme non significatif. En effet, le crédit-bail concerne pour l'essentiel du matériel informatique pour lequel il n'est pas approprié de rapporter à l'actif de la société la valeur brute à l'origine des contrats. Le crédit-bail figure en détail dans la note 5.1.

1.15. Passif social. — Les engagements de retraite des sociétés du groupe sont comptabilisés au passif du bilan consolidé. (Norme IAS 19)

2. — Évolution du périmètre de consolidation.

2.1. Informations relatives au périmètre de consolidation :

Sociétés consolidées	En % de détention	
	Décembre 2005	Décembre 2004
En intégration globale :		
Delta Plus Benelux S.A.	100%	100%
Delta Plus Ceska Republika S.r.o.	100%	
Delta Plus Croatie d.o.o.	70%	70%
Delta Plus - E SA (Espagne)	100%	100%
Delta Plus SAS	100%	100%
DPG Training SAS	75%	
Delta Plus Hellas SRL	100%	100%
Delta Plus (India) Pvt Ltd	90%	
Delta Plus Magyarorszag kft	97%	97%
Delta Plus Polska SP zo.o	100%	100%
Delta Plus Romania SRL	95%	
Suzhou Delta Plus Personal Protection CO. Ltd	91%	
Deltmal Safety Shoes Ltd	50%	50%
Deweer Security SA	100%	100%
Deweer Sécurité SPRL	Fusion	100%
ECD SARL	Fusion	100%
Froment EURL	100%	100%
Pano-tex SARL	100%	100%
Plamas Ltd		100%
Protimport SARL	100%	100%
Safety SRL		100%
Semall Ltd	50%	50%
SFPI SARL	100%	100%
Delta Plus Sicurex SRL	100%	100%
Workstore SARL	100%	100%
ASP Delta Plus Austria GmbH	75%	75%
Delta Plus (UK) Limited	100%	100%
Octoplus SA	100%	100%
Par mis en équivalence :		
Mallcom Ltd	24%	24%
Suzhou Delta Plus Safety and Protection CO Ltd	38%	38%

2.2. Modifications du périmètre et autres informations :

— Sociétés entrées dans le périmètre :

- Delta Plus Ceska Republika s.r.o. ;
- Delta Plus Romania SRL ;
- Delta Plus (India) PVT Ltd ;
- Suzhou Delta Plus Personal Protection CO Ltd;

- DPG Training SAS.
- Sociétés sorties du périmètre :
- Plamas Ltd (dissoute) ;
- Safety SRL (dissoute).
- Variation du pourcentage d'intérêt :
- Néant.
- Fusion entre filiales consolidées :
- Deweer Security SA absorbe Deweer Sécurité SPRL ;
- Delta Plus SAS absorbe ECD SARL.

Réalisée sur la base des valeurs nettes comptables, la fusion est sans incidence sur les réserves et le résultat consolidé.

2.3. Filiales exclues du périmètre, malgré une participation supérieure à 10% :

	Titres (K€)	
Delta Plus Bulgarie	2	société inactive
BBG Antinfortunistica	26	montants non significatifs
	28	

La consolidation de ces 2 sociétés représente un intérêt négligeable.

3. — Commentaires sur le bilan.

3.1. État des immobilisations :

— Valeurs brutes (en milliers d'euros) :

Immobilisations	En début d'exercice	Variation de périmètre	Acquisitions	Cessions	Effets de changes	Autres	En fin d'exercice
Écart d'acquisition	7 224	0	0	0	0	0	7 224
Fonds commercial	547		0	0	0	0	547
Autres immobilisations incorporelles	1 490	6	275	-290	0	17	1 498
Total immobilisations incorporelles	2 037	6	275	-290	0	16	2 045
Terrains	28	0	13	0	0	0	41
Constructions	1 301	0	70	-32	32	2	1 373
Autres immobilisations corporelles	6 646	32	1 737	-207	163	-25	8 346
Total immobilisations corporelles	7 975	32	1 820	-239	196	-23	9 760
Titres MEE	877					138	1 015
Titres non consolidés	1 638	-108	0	0		896	2 426
Prêts	238					-59	178
Autres	153					326	480
Autres actifs financiers	2 029	-108	0	0	0	1 163	3 084
Actifs d'impôts différés	1 524					127	1 651
Total général	21 666	-70	2 095	-530	196	1 421	24 778

3.2. Amortissements et provisions (en milliers d'euros) :

Amortissements et provisions	En début d'exercice	Variation de périmètre	Dotations	Reprises	Effets de changes	Autres	En fin d'exercice
Écart d'acquisition	2 706	0	0	0	0	1	2 706
Fonds commerciaux	322	0	0	0	0	0	322
Autres immobilisations incorporelles	953	3	276	-278	0	0	954
Total immobilisations incorporelles	1 275	3	276	-278	0	0	1 276
Terrains	17	0	1	0	0	0	18
Constructions	653	0	55	-13	5	1	700
Autres immobilisations corporelles	4 811	8	519	-130	91	-9	5 290
Total immobilisations corporelles	5 481	8	575	-143	96	-8	6 008

Titres MEE	0						0
Titres non consolidés	12			-12			0
Prêts	0						0
Autres	0	0	1	0	0	0	1
Autres actifs financiers	12	0	1	-12	0	0	1
Actifs d'impôts différés			500				500
Total général	9 474	10	1 352	-434	96	-7	10 492

3.3. Écarts d'acquisition (en milliers d'euros). — A fin 2005, la valeur comptable des actifs (incluant les écarts d'acquisition) de chacun des secteurs d'activité de chacune des sociétés rachetées, a fait l'objet d'une comparaison avec la somme des flux futurs de trésorerie actualisés, issus des dernières prévisions validées par la direction financière.

	Montant N-1	Variation		Montant N	Dépréciations				Net
		+	-		N-1	+	-	N	
Delta Plus Polska SP ZOO	26			26	26	0	0	26	0
Delta Plus Magyarország Kft	61			61	12	0	0	12	49
Workstore SARL	1 651			1 651	1 148	0	0	1 148	503
ECD SARL	19			19	11	0	0	11	8
Deweer Security SA	2 082			2 082	625	0	0	625	1 458
Froment Eurl	434			434	221	0	0	221	213
Mallcom Ltd	109			109	37	0	0	37	72
Semall Ltd	108			108	43	0	0	43	65
Texsepro	251			251	104	0	0	104	147
SFPI Rolland	388			388	126	0	0	126	262
Delta Plus Sicurex SRL	1 674			1 674	335	0	0	335	1 339
ASP Delta Plus Austria GmbH	121			121	18	0	0	18	103
Delta Plus Hellas SRL	300			300	0	0	0	0	300
Total	7 224	0	0	7 224	2 706	0	0	2 706	4 519

3.4. Immobilisations financières (en milliers d'euros) :

	Fraction du capital détenu	Capitaux propres	Résultat du dernier exercice	Valeur brute comptable	Provision pour dépréciation
Titres mis en équivalence :					
Mallcom Ltd	24%	3 129	300	751	
Suzhou Delta Plus Safety	38%	695	-166	264	
Total titres mis en équivalence				1 015	
Titres de participation :					
Delta Plus Bulgarie	80%	3	NS	2	
BBG Antinfortunistica	100%	26	NS	26	
DPL	6,45%	40 293	9 140	2 398	
Autres titres immobilisés					
Divers					
Prêts, cautions et divers				658	1
Total autres actifs financiers				3 084	1

La société DPL qui est détenue à moins de 7% par Delta Plus Group n'est pas consolidée. Cette société est cotée sur le Colombo Stock Exchange (SRI Lanka). Notre participation, conformément à la norme IAS 39, a ainsi été réévaluée de 976 K€ en prenant pour base le cours de l'action au 31 décembre 2005.

3.5. Titres mis en équivalence (en milliers d'euros) :

	Valeur des titres en début d'exercice	Variation de capital	Dividendes	Résultat	Variation de l'écart de conversion	Valeur des titres en fin d'exercice
Mallcom Ltd	635	0	-26	69	73	751
Suzhou DP Safety	241	158	0	-132	-3	264
Total	877	158	-26	-64	69	1 015

3.6. Stock. — La marge en stock relative aux flux de marchandises entre les sociétés d'approvisionnement du groupe a été retraitée et annulée pour un montant de 811 507 €.

3.7. Provisions sur actifs non courants (en milliers d'euros) :

	En début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
Prêts	0	0	0	0
Autres immobilisations financières	0	1	0	1
Actif d'impôts différés	0	500	0	500
Total	0	501	0	501

3.8. Provisions sur actifs courants (en milliers d'euros) :

	En début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
Stocks	566	426	158	834
Clients	928	137	475	589
Autres débiteurs	20	0	5	14
Total	1 513	563	639	1 437

3.9. Évolution des capitaux propres et des intérêts minoritaires (en milliers d'euros) :

Capitaux propres	Exercice 31 décembre 2005	Exercice 31 décembre 2004
En début d'exercice norme 99-02		17 354
Impact IFRS		-1 172
En début d'exercice norme IFRS	20 063	16 182
Augmentation de capital	0	0
Prime d'émission	0	0
Distributions	-738	-502
Ajustement des distributions des exercices décalés (Sociétés mises en équivalence)	86	-8
Variation titres auto détenus	-23	958
Variation du % d'intérêts	-74	-178
Ecarts de conversion	360	-63
Ajustement de la fiscalité différée	0	0
Résultat de l'exercice	4 999	3 674
En fin d'exercice	24 672	20 063

Dont intérêts minoritaires	Exercice 31 décembre 2005	Exercice 31 décembre 2004
En début d'exercice norme IFRS	738	693
Distributions	0	0
Ecart de conversion	98	-18
Variation du % d'intérêts	105	-177
Résultat de l'exercice	245	240
En fin d'exercice	1 186	738

La société détenait à la clôture 26 791 de ses propres actions pour 442 K€ qui ont été présentés en moins des capitaux propres. La plus value réalisée sur ces titres n'a pas d'impact sur le résultat de l'exercice, elle est enregistrée directement par les capitaux propres. Elle s'est élevée à 16 030 € en 2005.

3.10. Dettes financières convertibles en actions. — Afin de sécuriser l'endettement du groupe, et dans l'optique d'une augmentation prochaine du capital, la société a émis des OBSAR (Obligations à bons de souscription d'actions remboursables) pour un montant de 7 000 012 €, dont elle a eu la jouissance au 1^{er} juillet 2005.

— Modalités d'émission :

- Nombre d'obligations : 30 687 ;
- Valeur nominale des obligations : 228,11 € ;
- Modalités de remboursement : 2 tranches égales les 1^{er} juillet 2009 et 1^{er} juillet 2010 ;
- Taux d'intérêt : Euribor 3 mois – 0,05% ;
- Nombre de bons : 306 870 ;
- Prix d'exercice des bons : 23 € ;
- Date limite d'exercice des bons : 1^{er} juillet 2010.

— Mouvements sur les obligations :

- Nombre d'obligations en circulation : 30 687 ;
- Encours : 7 000 012 € ;
- Nombre d'obligations rachetées ou amorties dans l'exercice : Néant.

— Mouvements sur les bons :

- Nombre de bons exercés : 330 ;
- Montant reçu : 6 678 € ;
- Nombre de bons rachetés et annulés : Néant ;
- Nombre de bons en circulation : 306 870 ;
- Augmentation de capital potentielle en nombre d'actions : 306 870 ;
- L'augmentation potentielle de capitaux propres est de 7 M€, dont 614 K€ de capital et 6,4 M€ de prime d'émission.

Les porteurs d'obligations peuvent demander le remboursement de leurs obligations, en cas de non respect de ratios financiers définis dans le prospectus, ou en cas de croissance externe significative, d'investissements supérieurs à un certain seuil, de dilution majeure de l'actionnariat de référence.

3.11. Provisions pour risques et charges (en milliers d'euros) :

	En début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
Litiges tiers	50	10	40	20
Litiges sociaux	96	12	46	62
Engagements salariaux	535	90	92	533
Impôts	30	15	15	30
Divers	80	282	59	302
Total	791	409	252	947

3.12. Dettes financières (en milliers d'euros) :

	Montant brut	Dont à 1 an au plus	Dont à plus d'un an et 5 ans au plus	Dont à plus de 5 ans
Emprunts	3 374	2 592	782	0
Concours bancaires	17 052	17 052	0	0
Mobilisations de créances	27 377	27 377	0	0
Autres dettes financières	153	153	0	0
Total	47 955	47 173	782	0

4. — Informations sur le compte de résultat.

4.1. Impôts sur les bénéfices (en milliers d'euros) :

Détail du compte de résultat	Solde
Charge d'impôt exigible	2 674
Charge d'impôt différé	263
Total	2 937

4.2. Preuve de l'impôt. — Le taux d'impôt sur les bénéfices de la société mère est de 33,83% :

	Résultat avant impôts (*)	Impôts	Taux
Impôts théoriques	7 926	2 681	33,83%
Réévaluation d'éléments d'actif		-303	-3,82%
Provision crédit d'impôts		500	6,31%
Autres		59	0,74%
Comptes consolidés	7 926	2 937	37,06%

(*) Résultat avant quote-part des entreprises mises en équivalence.

5. — Engagements hors bilan.

5.1. Crédit-bail (en milliers d'euros) : L'évaluation suivante des crédit-bail n'a pas fait l'objet d'un retraitement dans les comptes consolidés conformément au point « 1.14. Crédit-bail » :

	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres	Total
Valeur d'origine	0	0	93	695	789
Amortissements					
Cumuls antérieurs	0	0	51	395	446
Dotations de l'exercice	0	0	23	218	242
Total	0	0	74	614	688
Redevances payées :					
Cumuls antérieurs	0	0	58	542	601
Exercice	0	0	27	186	213
Total	0	0	85	728	814
Redevances à payer :					
A 1 an au plus	0	0	22	84	106
A plus d' 1 an et 5 ans au plus	0	0	0	114	114
A plus de 5 ans	0	0	0	0	0
Total	0	0	22	197	220

5.2. Instruments financiers : couverture du risque de change et de taux :

— Risque de change : Delta Plus Group réduit ses risques de change, dus essentiellement aux variations de la parité euro / dollar, en couvrant la quasi-totalité des achats libellés en devises. Le montant des couvertures à terme en dollars non échues au 31 décembre 2005 s'élevait à 13 250 KUSD pour un taux moyen de 0,8063 euro / dollar. Le terme des couvertures non échues à la clôture s'étale du 4 janvier 2006 au 30 mai 2006.

La couverture sur la livre sterling n'est pas significative.

— Risque de taux : Delta Plus Group utilise des swaps de taux pour garantir ses emprunts contractés à un taux variable. Le montant garanti au 31 décembre 2005 s'élève à 20 609 K€ avec un taux de référence Euribor 3 mois et un taux moyen garanti à 3,05%.

6. — Autres informations.

6.1. Effectif du groupe :

	Décembre 2005	Décembre 2004
Cadres	102	78
Agents de maîtrise et techniciens	27	35
Employés	292	254
Ouvriers	190	186
Total	610	553

6.2. Information sectorielle. — En application d'IAS 14 « Informations sectorielles », le premier niveau d'information sectorielle est organisé par secteur d'activité, le second niveau par secteur géographique. Cette distinction est fondée sur les systèmes internes d'organisation et la structure de gestion du groupe.

— Secteurs d'activité : Le groupe Delta Plus propose à ses clients, en Europe et dans le monde, une gamme complète d'Equipements de protection individuelle (EPI), permettant à l'utilisateur de se prémunir contre toute atteinte à son intégrité physique, des pieds à la tête. De ce fait l'information sectorielle par secteur d'activité n'est pas pertinente.

— Zones géographiques : Les postes ci-dessous sont ventilés, pour le chiffre d'affaires par zones de livraison aux clients, pour les autres informations par zones d'implantation des sociétés consolidées.

	Ventilation du chiffre d'affaires		Répartition des actifs immobilisés corporels et incorporels		Investissements sur la période (immobilisations corporelles et incorporelles)	
France	44 903	40%	1 845	41%	605	29%
Italie	16 696	15%	178	4%	54	3%
Espagne	16 899	15%	175	4%	3	0%
Autre UE	25 427	23%	158	4%	83	4%
Hors UE	8 584	8%	2 163	48%	1 350	64%
Total	112 510	100%	4 519	100%	2 095	100%

6.3. Options de souscriptions et d'achats d'actions consenties. — Dans le cadre du programme de distribution de stock-options aux salariés du groupe, ont été mis en place, sans traitement comptable particulier, des options d'achat d'actions Delta Plus Group pour 398 K€.

6.4. Evénements postérieurs à la clôture. — Le groupe Delta Plus a acquis le 16 mars 2006 la société espagnole Nueva Sibol, qui fabrique et vend des articles de Protection de la Tête – Protection Respiratoire et Oculaire en particulier – sur le territoire espagnol, et dont le chiffre d'affaires s'élève à environ 3 millions d'euros. L'intégration de ce savoir-faire permettra au groupe de développer rapidement sa propre gamme d'articles de Protection de la Tête, en complément de ses autres gammes, tandis que Nueva Sibol poursuivra le développement de son activité avec des produits à haute technicité sous sa propre marque. Cette acquisition offre par ailleurs à Delta Plus le contrôle d'une unité de production de masques FFP2 – commandés en masse dans le cadre de la prévention contre la grippe aviaire -, localisée au pays basque espagnol.

7. — Tableau de financement (en K€).

	Exercice 31 décembre 2005	Exercice 2004 IFRS
Résultat consolidé part du groupe	4 755	3 434
Résultat consolidé avant amortissements survaleurs, part des minoritaires	245	240
Résultat des sociétés mises en équivalence	-11	-11
Dotation aux amortissements	851	781
Dotations nettes aux provisions	570	302
Moins-values nettes sur cessions d'immobilisations	14	-28
Réévaluation éléments d'actifs	-894	6

Variation de l'impôt différé (IDA et IDP)	-238	409
Capacité d'autofinancement	5 291	5 133
Stock	-6 570	-1 723
Clients	-409	-584
CCA	-1 506	-607
Fournisseurs	771	97
Autres	-1 592	-239
Variation du BFR	-9 306	-3 056
Cash flow issu des opérations d'exploitation	-4 015	2 077
Cession d'immobilisations non financières	94	544
Acquisition d'immobilisations non financières	-2 095	-1 421
Cession d'immobilisations financières	491	538
Acquisition d'immobilisations financières	0	-2 390
Incidence des variations dans le périmètre de consolidation	7	3 289
Autres éléments de consolidation	322	713
Cash flow issu des opérations d'investissement	-1 181	1 273
Augmentation de capital	0	0
Dividendes versés	-738	-502
Cash flow issu des opérations de financement	-738	-502
Variation nette de la trésorerie	-5 934	2 848
Endettement net à l'ouverture(*)	-17 609	-20 457
Endettement net à la clôture(*)	-23 543	-17 609
Variation de l'endettement	-5 934	2 848
Détail des principaux investissements non financiers		
Développement de l'unité de production Indienne	773	
Mise en place d'entrepôts en Chine	403	
Mise en place d'entrepôts en Inde	124	
Détail des éléments de consolidation		
Variation de l'écart de conversion	360	63
Annulation des titres d'autocontrôle	- 23	614

(*) Le tableau de financement n'inclut pas les mobilisations de créances.

— Transition aux IFRS :
Bilan consolidé : Actif :

(En milliers d'euros)	31 décembre 2004 99-02	31 décembre 2004 IFRS
Ecart d'acquisition	4 319	4 519
Immobilisations incorporelles	518	761
Immobilisations corporelles	2 494	2 494
Titres mis en équivalence	876	876
Autres actifs financiers	2 825	2 905
Autres actifs non courants	0	0
Actifs d'impôts différés	1 447	1 524
Total des actifs non courants	12 479	13 079
Stocks	24 004	24 004
Clients et comptes rattachés	14 413	14 413

Mobilisations et cessions des créances clients	25 518	25 518
Autres débiteurs	5 104	4 394
Trésorerie	2 638	2 638
Total des actifs courants	71 677	70 967
Total actif	84 156	84 046

Bilan consolidé : Passif :

(En milliers d'euros)	31 décembre 2004 99-02	31 décembre 2004 IFRS
Capital social	3 008	3 008
Titres d'autocontrôle	0	-403
Amortissements passés des goodwill	-2 215	-2 215
Réserves - part du groupe	15 591	15 501
Résultat - part du groupe	3 290	3 433
Intérêts minoritaires	733	738
Total capitaux propres	20 407	20 063
Passifs financiers non courants	1 869	1 869
Autres passifs non courants	0	0
Passifs d'impôts différés	44	111
Provisions	624	791
Total des passifs non courants	22 944	22 834
Fournisseurs d'exploitation et effets à payer	12 871	12 871
Dettes fiscales et sociales	4 187	4 187
Autres dettes	258	258
Dettes bancaires adossées (mobilisation de créances clients)	25 518	25 518
Autres passifs financiers courants	18 378	18 378
Total des passifs courants	61 212	61 212
Total passif	84 156	84 046

Compte de résultat consolidé :

(En milliers d'euros)	31 décembre 2004 99-02	31 décembre 2004 IFRS
Chiffre d'affaires	103 489	103 489
Coût d'achat des marchandises vendues	-61 549	-61 549
Marge brute	41 940	41 940
Charges variables	-7 580	-7 580
Charges fixes	-10 408	-10 408
Charges de personnel	-14 206	-14 206
Dotation / reprise amortissements et provisions	-1 099	-1 612
Autres produits et charges	108	163
Résultat opérationnel courant	8 755	8 297
Produits et charges opérationnels non courants	-212	125
Coûts de l'endettement financier brut	-1 798	-1 798
Autres éléments financiers	-34	-377
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	6 711	6 247
Impôts sur le résultat	-2 507	-2 584

Résultat net des sociétés intégrées	4 204	3 663
Résultat net des sociétés mises en équivalence	11	11
Amortissement des GW	-690	0
Résultat net	3 525	3 674
Dont part du groupe	3 290	3 434
Dont part des minoritaires	235	240
Résultat net par action	2,19	2,28
Résultat net dilué par action	2,19	2,28
Pour information : résultat avant opération sur GW	4 215	4 164

8. — Principes comptables.

Conformément au règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés qui sont publiés au titre de l'exercice 2005 sont établis suivant les normes comptables internationales édictées par l'IASB (International Accounting Standards Board). Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards) et les IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations. Les états financiers 2005 comprendront un bilan d'ouverture établi selon les dispositions énoncées dans IFRS 1 « Première application du référentiel IFRS » et les comptes de l'exercice 2004.

La recommandation du CESR (Committee of European Securities Regulators) du 30 décembre 2003 sur la préparation de la transition aux IFRS, encourage les émetteurs à publier au plus tôt l'impact quantifié du changement de référentiel. Pour répondre le mieux possible à cette recommandation, les comptes joints du seul exercice 2004 (« Comptes IFRS 2004 ») ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS publiées au 31 décembre 2004, telles qu'applicables au 31 décembre 2005. Ils constitueront l'exercice comparatif des comptes IFRS 2005, sous réserve qu'aucune modification de normes n'intervienne d'ici là.

La note suivante détaille d'une part, les principes retenus pour la constitution du bilan d'ouverture IFRS au 1^{er} janvier 2004 et d'autre part, les divergences avec les principes comptables français antérieurement appliqués et leurs effets chiffrés sur le bilan d'ouverture et sur les résultats de l'exercice 2004.

8.1. Consolidation. — Les sociétés dans lesquelles Delta Plus Group exerce directement ou indirectement un contrôle majoritaire sont intégrées globalement. Les sociétés dans lesquelles Delta Plus Group exerce directement ou indirectement une influence notable sont mises en équivalence. La notion de contrôle conjoint n'existe pas dans notre groupe. Les titres des sociétés ne remplissant pas ces critères sont inscrits en titres de participation. La consolidation de l'ensemble de ces sociétés n'aurait pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés. Toutes les transactions significatives réalisées entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes sont éliminés.

8.2. Conversion des états financiers des filiales étrangères. — Les filiales ont pour devise de fonctionnement leur monnaie locale, dans laquelle est libellé l'essentiel de leurs transactions. Leur bilan est converti au taux de clôture ; leur compte de résultat est converti au taux moyen de l'exercice. Les différences résultant de la conversion des états financiers de ces filiales sont enregistrées en écart de conversion inclus dans les capitaux propres consolidés.

8.3. Opérations en devises. — La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères ». Les transactions libellées en devises étrangères sont converties au cours de change en vigueur à la date de l'opération ou au taux de la couverture de change qui leur est affectée le cas échéant.

En fin d'exercice, les actifs et passifs libellés en devises étrangères et non couverts sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes. Les pertes latentes éventuelles font l'objet d'une provision.

8.4. Recours à des estimations. — L'établissement des états financiers, conformément au cadre conceptuel des normes IFRS, nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers.

8.5. Frais d'étude, de recherche et de développement. — Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de recherche sont comptabilisés en charges et les frais de développement sont obligatoirement immobilisés s'ils remplissent certaines conditions. En application de cette norme, tous les frais de recherche, ainsi que les frais d'étude et de développement ne remplissant pas les conditions requises, sont enregistrés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

8.6. Ecart d'acquisition. — Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des sociétés consolidées et la part du groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises ». Ils font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. Pour ce test, les écarts d'acquisition sont ventilés par Unités génératrices de trésorerie (UGT), qui correspondent à des ensembles homogènes générant conjointement des flux de trésorerie identifiables.

8.7. Immobilisations incorporelles :

A. Frais d'étude et de développement : Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès que l'entreprise peut notamment démontrer :

- son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les autres frais de développement et d'étude sont enregistrés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus (voir note 1.5.).

B. Autres immobilisations incorporelles produites ou acquises : Les autres immobilisations incorporelles (brevets et marques essentiellement) sont amorties sur le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilisation prévue.

8.8. Immobilisations corporelles :

A. Valeur brute : Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation. Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les frais d'entretien et de réparation sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf ceux engagés pour une augmentation de productivité ou la prolongation de la durée d'utilité du bien.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, telles que définies par la norme IAS 17 « Contrats de location », ne représentent pas un montant significatif dans le groupe. Elles sont donc comptabilisées comme des locations simples.

B. Amortissement : L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base du coût d'acquisition ou de production, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. Sauf cas particuliers, les valeurs résiduelles sont nulles dans le groupe. La durée d'amortissement est fondée sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations, dont les principales sont les suivantes :

Durées d'utilisation, en années :	
Constructions	20
Aménagement agencement et installations	5 à 10
Autres immobilisations corporelles	1 à 10

8.9. Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé. — Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, catégorie limitée pour le groupe aux écarts d'acquisition.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités génératrices de trésorerie (UGT). Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. La valeur d'utilité de ces unités est déterminée par référence à des flux futurs de trésorerie nets, actualisés. Lorsque cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée en marge opérationnelle pour la différence ; elle est imputée en priorité sur les écarts d'acquisition.

8.10. Actifs et passifs financiers. — Les actifs financiers comprennent les immobilisations financières, les actifs courants représentant les créances d'exploitation, des titres de créances ou des titres de placement, y compris les instruments dérivés, et la trésorerie.

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires, les instruments dérivés. L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ». Cette norme a été adoptée par la Commission Européenne le 19 novembre 2004.

A. Évaluation et comptabilisation des actifs financiers :

— Prêts et créances : Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances. Ces instruments sont comptabilisés au coût amorti. Leur valeur au bilan comprend le capital restant dû, et la part non amortie des coûts d'acquisition. Ils font l'objet de tests de valeur recouvrable, effectués dès l'apparition d'indices indiquant que celle-ci serait inférieure à la valeur au bilan de ces actifs, et au minimum à chaque arrêté comptable. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

— Actifs disponibles à la vente : Les actifs disponibles à la vente comprennent les titres de participation et les titres de placement.

Les titres de participation représentent les intérêts du groupe dans le capital des sociétés non consolidées. Ils sont évalués à la juste valeur conformément à la norme IAS 39. Pour les sociétés cotées, cette dernière est déterminée grâce au cours du jour de la clôture. En l'absence d'un marché actif, ces titres sont maintenus au bilan à leur coût d'acquisition que le groupe estime représenter leur juste valeur. En cas de baisse durable de leur valeur d'utilité, une perte de valeur est constatée. La valeur d'utilité est déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque société. Les critères généralement retenus sont : la quote-part des capitaux propres et les perspectives de rentabilité.

— Trésorerie : La trésorerie comprend les liquidités en comptes courants bancaires, les parts d'OPCVM ou toutes autres valeurs mobilières de placement.

B. Évaluation et comptabilisation des passifs financiers : A l'exception des instruments dérivés, les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti. Les passifs financiers couverts par des swaps de taux d'intérêt font l'objet d'une comptabilité de couverture de juste valeur. Ils sont réévalués à la juste valeur de l'emprunt liée à l'évolution des taux d'intérêt. Les variations de juste valeur liées au taux d'intérêt sont comptabilisées en résultat de la période, et compensées par les variations symétriques des swaps dans la mesure de leur efficacité.

C. Évaluation et comptabilisation des instruments dérivés : Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur. La variation de juste valeur des instruments dérivés est toujours enregistrée en contrepartie du compte de résultat.

Dans le groupe, ces instruments sont comptabilisés comme des instruments de couverture. Au bilan et au compte de résultat, ils sont donc compensés par l'impact de la juste valeur des éléments couverts.

Une simulation annuelle de comptabilisation de ces instruments dérivés selon leur juste valeur, communiquée par les banques, est effectuée pour s'assurer que l'impact sur le résultat net est non significatif.

8.11. Stocks. — Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du [U+x0093]coût moyen unitaire pondéré[U+x0094]. Les coûts d'emprunt ne sont pas inclus dans le coût des stocks.

8.12. Impôts. — Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable. Les déficits fiscaux font l'objet d'une fiscalité différée dans la mesure où ils sont récupérables.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

8.13. Provisions. — Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

8.14. Engagements de retraites et assimilés. — Les salariés du groupe perçoivent, en complément des allocations de retraite conformes aux législations en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés qui les emploient, des indemnités de départ à la retraite.

Une provision est comptabilisée conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel ». Son calcul intègre principalement :

— une hypothèse de date de la retraite fixée généralement à soixante cinq ans pour les salariés français ;

— un taux d'actualisation ;

— des hypothèses d'augmentation des salaires ;

- une table de mortalité ;
- un taux de rotation du personnel.

8.15. Titres d'autocontrôle. — Tous les titres d'autocontrôle détenus par le groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

9. — Effets de la première application des IFRS.

Cette note détaille, d'une part les principes retenus pour la constitution du bilan d'ouverture IFRS au 1^{er} janvier 2004, d'autre part les divergences avec les principes comptables français antérieurement appliqués et leurs effets chiffrés sur le bilan d'ouverture et de clôture et sur les résultats de l'exercice 2004. Les comptes IFRS 2004 sont établis conformément aux dispositions de la norme IFRS 1 « Première application du référentiel IFRS » suivant les normes IFRS/IAS applicables au 1^{er} janvier 2005, telles qu'elles sont publiées au 31 décembre 2004.

A. Principe général : Le groupe doit appliquer rétrospectivement sur toutes les périodes présentées et sur son bilan d'ouverture, les principes comptables qui sont en vigueur à la date de clôture des premiers états financiers IFRS. En conséquence, le bilan d'ouverture IFRS au 1^{er} janvier 2004 intègre les divergences suivantes par rapport au bilan au 31 décembre 2003 présenté selon le règlement CRC 99-02 :

- élimination des actifs et passifs comptabilisés sous le précédent référentiel qui ne répondent pas aux définitions ou critères de comptabilisation des IFRS ;
- comptabilisation et évaluation selon les IFRS de tous les actifs et passifs qui répondent aux définitions et critères de comptabilisation de ces normes, y compris ceux qui n'étaient pas comptabilisés sous le précédent référentiel ;
- reclassement éventuel de certaines rubriques du bilan conformément aux IFRS.

L'incidence de ces ajustements est comptabilisée directement en contrepartie des capitaux propres d'ouverture.

B. Dérogations facultatives retenues par le groupe : Écarts de change liés à une activité à l'étranger : les écarts de conversion constitués au 1^{er} janvier 2004 ne sont plus reconnus en tant que composante distincte de la situation nette et ne seront pas repris ultérieurement en résultat lors de la sortie de l'entité étrangère.

Aucune autre option prévue par IFRS 1 n'est exercée :

- Les modifications récentes sur les regroupements d'entreprise liées à IFRS 3 n'ont pas d'impact sur le groupe ;
- Le coût présumé (juste valeur à la date de clôture) n'a pas été retenu pour les immobilisations corporelles ;
- Les dérogations possibles sur les avantages du personnel dont les engagements retraites ne sont pas retenues.

Les autres dérogations concernant les instruments financiers, les transactions en actions, les sociétés d'assurances, les frais de démantèlement et de remise en état de site ne sont pas applicables chez Delta Plus Group.

Effet sur la situation nette au 31 décembre 2004 :

(En milliers d'euros)	Total	Dont part du groupe		Dont minoritaires
		Ecart de conversion	Autres	
Capitaux propres CRC 99-02	20 407	-524	20 197	733
Dilution de l'écart de conversion à la date de passage	0	524	-524	0
Comptabilisation de la provision pour IDR	-111	0	-111	0
Frais de développement	162	0	162	0
Immobilisations corporelles	0	0	0	0
Charges constatées d'avance	35	0	35	0
Charges à répartir	-240	0	-240	0
Actifs financiers disponibles à la vente	13	0	13	0
Annulation de l'amortissement des écarts d'acquisition	690	0	684	5
Dépréciation des écarts d'acquisition	-490	0	-490	0
Titres d'autocontrôle	-403	0	-403	0
Capitaux propres IAS/IFRS	20 063	0	19 324	739

Effet sur la situation nette au 31 décembre 2003 :

(En milliers d'euros)	Total	Dont part du groupe		Dont minoritaires
		Ecart de conversion	Autres	
Capitaux propres CRC 99-02	17 354	-757	17 417	693
Dilution de l'écart de conversion à la date de passage	0	757	-757	0

Comptabilisation de la provision pour IDR	-96	0	-96	0
Frais de développement	206	0	206	0
Immobilisations corporelles	97	0	97	0
Charges constatées d'avance	48	0	48	0
Charges à répartir	-431	0	-431	0
Actifs financiers disponibles à la vente	20		20	
Annulation de l'amortissement des écarts d'acquisition	0	0	0	0
Dépréciation des écarts d'acquisition	0	0	0	0
Titres d'autocontrôle	-1 017	0	-1 017	0
Capitaux propres IAS/IFRS	16 182	0	15 489	693

C. — Proposition d'affectation du résultat.

Les comptes de la société Delta Plus Group tels qu'ils vous ont été présentés avec toutes les opérations qu'ils traduisent et qui, nous vous le rappelons, font ressortir un bénéfice de 1 840 909 €.

Nous vous proposons d'affecter ce bénéfice de la manière suivante :

Distribution de dividendes	902 256 €
Report à nouveau	938 653 €

Le dividende par action s'élèvera ainsi à 0,60 € et sera mis en paiement dans les délais légaux.

Le montant global des dividendes non versés des actions détenues par la société Delta Plus Group au moment de la mise en paiement sera affecté au compte « Report à nouveau ».

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que le montant qui sera le cas échéant distribué aux associés personnes physiques est intégralement éligible à l'abattement de 40% édicté par l'article 158 du Code général des impôts.

Le dividende sera mis en paiement dans les délais légaux.

0607825

Calendrier financier 2006

DELTA PLUS GROUP, le 10/01/2006

Veuillez saisir les dates au titre de l'exercice en cours (2006).

Au cours de l'exercice financier,
toute modification de date doit être également prise en compte immédiatement dans ce calendrier

Date de clôture de l'exercice précédent: 31/12/2005

<< [Exercice précédent](#) Clôture de l'exercice précédent: 31/12/2005 [Exercice suivant](#) >>

■ Publication résultats

	Annuels provisoires	Trimestriels (T1)	Semestriels	Trimestriels (T3)
Date prévisionnelle	11/04/2006	Entrer la date	04/10/2006	Entrer la date
Date limite segments	31/03/2006	31/05/2006	30/09/2006	30/11/2006

■ Publication chiffres d'affaires

	Trimestriel (T1)	Trimestriel (T2)	Trimestriel (T3)	Trimestriel (T4)
Date prévisionnelle	11/04/2006	09/08/2006	11/10/2006	07/02/2007

■ Informations investisseurs

	AGO	Réunion Analystes 1	Réunion Analystes 2	Versement dividendes
Date prévisionnelle	16/06/2006	12/04/2006	Entrer la date	Entrer la date